



**L'Observation
des pratiques professionnelles
dans le champ des addictions
à Paris**

Crips – Cirdd Île-de-France

Octobre 2006

Sommaire

1. Introduction	5
1.1. Contexte	5
1.2. Objectif	5
1.3. La méthode d'enquête	6
1.4. Présentation	6
1.5. Perspectives	7
2. Île-de-France	7
2.1. Principales caractéristiques socio-démographiques	7
2.2. Données relatives aux ventes d'alcool et de tabac	8
2.3. Quelques données épidémiologiques	8
2.3.1. Etat de la consommation chez les jeunes	8
2.3.2. Situation générale	8
2.3.3. Causes spécifiques de mortalité	9
2.4. Accès aux soins et prise en charge	9
2.5. Aspects judiciaires	9
3. Le dispositif institutionnel	10
3.1. Les institutions publiques à compétence régionale	10
3.1.1. La Drassif : Direction des Affaires Sanitaires et Sociales d'Île-de-France	10
3.1.2. L'Education Nationale : Les Rectorats de Paris, Créteil et Versailles	10
3.1.3. La Cramif : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France	11
3.1.4. La DRPJJ : Direction Régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse	12
3.2. Associations régionales	12
3.2.1. L'Anit, union régionale Île-de-France : Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie	12
3.2.2. L'Anpaa, comité régional : Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie	13
3.2.3. Le Crésif : Comité Régional d'Education pour la Santé d'Île de France	13
3.2.4. Le Crips : Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida Île-de-France	14
3.2.5. Droits des non fumeurs	14
4. PARIS (75)	15
4.1. Principales caractéristiques socio-démographiques	15
4.2. Institutions publiques	15
4.3. Données relatives aux ventes de tabac et d'alcool	16
4.4. Quelques données épidémiologiques	16
4.4.1. Situation générale	16
4.4.2. Mortalité par causes	16
4.5. Aspects judiciaires	16
4.6. Accès aux soins et prise en charge	17
5. Prévention	19
5.1. Prévention en population générale : la Fédération des Associations Générales Etudiantes (FAGE), Premiers de Cordée, le Comité National contre les Maladies Respiratoires (CNMR), comité de Paris de la Ligue contre le Cancer, Tabac Info Service, Le Kiosque, les pôles Accueil / Intervention et Cybercrips du Crips Île-de-France :	19
5.1.1. Les actions	19
5.1.2. Les intervenants	20
5.1.3. Le public et les consommations	21
5.1.4. Les difficultés et les projets	21
5.2. Rôle de l'hôpital dans la prévention : Le Réseau Hôpital Sans Tabac : l'Hôpital Broussais, l'Hôpital de l'Hôtel Dieu. La Maternité de l'Hôpital des Diaconesses	22
5.2.1. Les activités	22

5.2.2. Le public et les consommations	23
5.2.3. Les difficultés et les projets	23
6. Prise en charge	24
6.1. Les consultations de tabacologie : Hôpital Bichat (UCT), Hôpital Necker, Hôpital de la Pitié Salpêtrière (service de diabétologie), Hôpital Tenon, Hôpital Européen Georges Pompidou (Pôle addictologie), le Cybercrips, un cabinet médical	24
6.1.1. Les actions de prévention	24
6.1.2. Le 31 mai	24
6.1.3. Les actions spécifiques à destination des femmes enceintes	25
6.1.4. Les consultations	25
6.1.5. Les outils	26
6.1.6. L'orientation vers d'autres structures	26
6.1.7. Le public et les consommations	26
6.1.8. Le travail en réseau	27
6.1.9. Les difficultés	28
6.1.10. Les projets	28
6.2. Le réseau Ville - hôpital Bastille	29
6.2.1. Participants au réseau	29
6.2.2. Activités	29
6.2.3. Le public	29
6.2.4. Les difficultés	30
6.3. CSST : 110 Les Halles, Cassini, Confluences, Emergence, Horizons, La Corde Raide, La Terrasse, Marmottan, Monceau, Monte-Cristo, Nova Dona, Saint Germain Pierre Nicole, Sleep-In	30
6.3.1. Les activités	30
6.3.2. Le public et les consommations	32
6.3.3. Le VHC	33
6.3.4. Le travail en réseau	33
6.3.5. Les difficultés	34
6.3.6. Les projets	34
6.4. L'Ecimud de l'hôpital Bichat	35
6.4.1. Les activités	35
6.4.2. Le public et les consommations	35
6.4.3. Les difficultés	36
6.4.4. Les projets	36
7. Réduction des Risques : Asud, Hépatites Info Service, Arcat, l'AFR, Techno Plus, Aides, Ego, la Boutique 18 et la Boutique Beaurepaire	36
7.1. Les activités	36
7.2. Le public et les consommations	37
7.2.1. Le public des boutiques	37
7.2.2. Le public du milieu festif	38
7.2.3. Le public du milieu urbain	38
7.3. Le VHC	38
7.4. Le travail en réseau	39
7.5. Les difficultés	39
7.6. Les projets	40
8. Formation : Institut Prévention Formation (IPF), Association Alcool Assistance (AAA), Pôle Ressource National Médecine Générale et Conduites addictives (PRN)	41
8.1. Les activités	41
8.2. Les difficultés et les projets	42

9. Milieu du travail et entreprises : Le Centre médical du travail inter-entreprise de l'ouest parisien (CMTIE-OP), L'association Entreprise et Prévention, Pernod Ricard, Total	43
9.1. Les actions envers les salariés	43
9.1.1. Prévention	43
9.1.2. Médecine du travail	43
9.2. Les actions des entreprises en direction du public	43
10. ELEMENTS DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS	44
10.1. CANNABIS	44
10.1.1.Le dispositif	44
10.1.2.La consultation	45
10.1.3.Les partenariats	45
10.1.4.Le public	45
10.1.5.L'application de la loi	45
10.2. TABAC	45
10.2.1.Les consultations	45
10.3. ALCOOL	46
10.4. TOXICOMANIE, SOINS ET REDUCTION DES RISQUES	46
10.4.1.Les CSST	46
10.4.2.Les structures « bas seuil »	46
10.4.3.Les Réseaux Ville Hôpital	46
10.4.4.Toutes structures confondues	46
ANNEXES	48

1. Introduction

Le Cirdd Île-de-France, mis en place en juin 2005, est un lieu ressource pour l'ensemble des acteurs, institutionnels ou associatifs, qui interviennent dans le champ des drogues et des dépendances. Il s'inscrit dans le dispositif du « plan gouvernemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool 2004-2008 ».

Il a pour principales missions l'information, l'observation, le conseil méthodologique et la formation.

1.1. Contexte

Le dispositif public est actuellement dans une phase de mutation importante avec notamment, une politique volontariste dans le domaine de la lutte contre le tabagisme, et un dispositif innovant pour les jeunes consommateurs de cannabis, ainsi qu'une institutionnalisation des structures de réduction des risques, dans le cadre des Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques des Usagers de Drogues (Caarrud).

Ainsi, les consultations « jeunes consommateurs de cannabis et d'autres substances » ont été créées en mars 2005 ; leur cahier des charges prévoit qu'elles soient anonymes et gratuites, rapidement accessibles, qu'elles se fondent sur des interventions brèves, et utilisent des outils d'évaluation des consommations. Quant aux Caarrud, mis en place par la circulaire du 2 janvier 2006, ils devront notamment, assurer un accueil collectif et individuel, délivrer une information personnalisée pour les usagers de drogues, favoriser l'accès aux soins, au droit, au logement et à l'insertion professionnelle, mettre à disposition du matériel de prévention des infections, et développer des actions de médiation sociale.

La mission « observation » du Cirdd porte sur la question des addictions et sur les réponses qui lui sont apportées. Ainsi, un recensement des actions de prévention et des tableaux de bord rassemblant les différents indicateurs disponibles dans ce champ, seront réalisés en 2007.

L'équipe du Cirdd a rencontré en octobre et novembre 2005 plus d'une centaine de structures intervenant dans le domaine de la prévention, du soin ou de l'application de la loi. L'ensemble des départements a été exploré, à l'exception de la Seine Saint-Denis, qui bénéficiait alors de la présence du Cirdd 93.

Ce document présente la synthèse des rencontres avec les structures parisiennes.

1.2. Objectif

L'objectif de ces rencontres était de décrire les caractéristiques des pratiques professionnelles, de mieux percevoir leurs évolutions ainsi que celles des publics, afin d'apprécier au plus juste la situation des territoires pour ce qui concerne les addictions. C'est une première étape indispensable à une bonne compréhension de la situation. Ce travail permettra de poser les bases d'une future mise en réseau et d'être au service des acteurs de ce réseau.

Ce rapport est donc complémentaire des schémas départementaux élaborés par les chefs de projet toxicomanie et les coordonnateurs Ddass.

Les structures qui interviennent dans le domaine de la prise en charge des patients alcoolo-dépendants ne font pas partie de ce premier travail du fait de l'importance du dispositif. La lutte contre le trafic n'est pas non plus décrite dans ce rapport. Ces aspects pourront faire l'objet d'un prochain travail.

1.3. La méthode d'enquête

Il s'agit d'une enquête qualitative.

Dans chaque département, la démarche d'observation a fait l'objet d'une présentation aux chefs de projet toxicomanie, aux responsables des Ddass et des Conseils Généraux qui ont en charge la question des addictions.

Pour réaliser cet état des lieux, le Cirdd a rencontré et interrogé :

- des associations de prévention,
- des organismes de formation,
- des consultations de tabacologie,
- des réseaux « hôpital sans tabac », des unités de coordination tabacologiques,
- des consultations « jeunes consommateurs de cannabis »,
- des centres de soins spécialisés pour les toxicomanes (CSST),
- des structures à « bas seuil d'exigence »,
- des réseaux ville-hôpital,
- des équipes de coordination et d'intervention médicale auprès des usagers de drogues (Ecimud),
- des parquets de Tribunaux de Grande Instance.

L'identification des structures a été faite à partir du Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux, du recensement des structures agissant dans le domaine des produits psychoactifs de la Drassif, et du répertoire de la Mildt.

En raison des contraintes de temps, toutes les structures n'ont pu être rencontrées. Dans chaque département, la priorité a été donnée aux CSST, aux consultations cannabis, et aux structures « bas seuil », compte tenu de l'évolution du dispositif actuel et de la variété de leurs pratiques.

Une grille d'entretien semi-directive, comportant des entrées par produits psychoactifs, et par type d'activité a été élaborée. Les structures ont été contactées par téléphone, un courrier de confirmation leur étant adressé ultérieurement.

1.4. Présentation

Le travail réalisé présente pour chaque département :

- des indicateurs socio-démographiques, épidémiologiques, en relation avec l'accès aux soins, et les aspects juridiques,
- les structures existantes et les structures rencontrées,

- une synthèse par type de structure,
- une fiche présentant chaque structure rencontrée.

Au terme de ce rapport, des thématiques transversales émergentes au niveau régional sont indiquées.

Cette enquête visait à recueillir le point de vue des responsables des structures. Les données obtenues sont d'autant plus hétérogènes que les activités sont différentes

La grande diversité des acteurs a rendu difficile la constitution d'un échantillon et toutes les structures contactées n'ont pu être rencontrées. Il n'a pas été possible de rencontrer l'ensemble des TGI, bien qu'ils aient tous été sollicités.

1.5. Perspectives

Ce travail constitue une première étape qui éclaire partiellement la question des addictions en Île-de-France. Il permet de commencer à percevoir la multiplicité des actions et facilite leur lisibilité. Il s'enrichira au fur et à mesure du développement de l'activité du Cirdd IDF.

2. Île-de-France

2.1. Principales caractéristiques socio-démographiques

- Superficie : 12 012 km²
- Densité : 927 habitants/km²
- Nombre d'habitants : 11,3 millions
- Villes principales : Paris (2 142 000), Boulogne-Billancourt (106 300 habitants), Argenteuil (93 900 habitants), Montreuil (90 700 habitants), Saint-Denis (86 000), Versailles (85 800 habitants), Nanterre (84 300 habitants), Créteil (81 800 habitants), Aulnay-sous-Bois (80 000 habitants), Vitry-sur-Seine (78 900 habitants), Colombes (76 700 habitants).

La région se caractérise par une population jeune : 26,2% de moins de vingt ans, 30,9% de 20-39 ans. La part des 75 ans est en revanche moins importante que la moyenne nationale (5,9% de la population francilienne, contre 7,7% de la population française).

Les revenus des franciliens sont supérieurs à ceux des habitants des autres régions : le revenu médian par unité de consommation est ainsi de 18 598 euros en Île-de-France contre 14 934 euros ailleurs.¹ Cependant, de grandes disparités existent au sein de la région, notamment selon un gradient sud-ouest/nord-est. Ces inégalités sont beaucoup plus marquées qu'en

¹ L'unité de consommation est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage, et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). Pour étudier le niveau du revenu, on utilise la médiane du revenu fiscal par UC, qui partage les personnes en deux groupes : la moitié des personnes appartient à un ménage qui déclare un revenu par UC inférieur à cette valeur, et l'autre moitié un revenu par UC supérieur.

province : les 10% d'habitants les plus aisés de la région vivent dans des ménages déclarant un revenu par UC supérieur à 40 400 euros, soit 39% de plus que dans les autres régions. A l'inverse, les 10% des ménages les plus modestes vivent dans des ménages déclarant un revenu par UC inférieur à 5700 euros.

En Île-de-France, 9,2% de la population active est au chômage (au 4^e trimestre 2005), et 3% de la population est allocataire du RMI.

2.2. Données relatives aux ventes d'alcool et de tabac

Il y a 240 débits de boissons pour 100 000 habitants de plus de 16 ans², et 1287 cigarettes par habitant ont été vendues en 2003, soit un peu plus que la moyenne nationale (1168 ventes par habitant en France)³.

2.3. Quelques données épidémiologiques

2.3.1. Etat de la consommation chez les jeunes⁴

A 17 ans, les trois-quarts des franciliens ont expérimenté le tabac et son usage quotidien concerne 34% d'entre eux (contre 40,6% pour le reste de la France).

L'âge moyen de la première cigarette est de 13,7 ans.

L'expérimentation de la consommation de boissons alcoolisées concerne 90% des jeunes franciliens, sans différence entre les sexes. En revanche, son usage régulier est trois fois plus élevé chez les garçons que chez les filles (14% vs 5%). Tous les niveaux d'usages sont inférieurs au reste de la France.

L'expérimentation de cannabis concerne 59% des garçons et 47% des filles. L'usage régulier concerne quant à lui 13% des jeunes, et l'usage quotidien 6%. La région se caractérise par des usages au cours de l'année et au cours du mois légèrement plus faibles et un niveau d'usage régulier assez proche du reste la France. L'usage quotidien est très légèrement supérieur au reste de la France.

L'expérimentation des autres produits psychoactifs est inférieure au niveau national sauf pour le poppers et le crack.

2.3.2. Situation générale

L'Île-de-France se caractérise par une espérance de vie à la naissance particulièrement élevée et dont la progression est plus marquée que la moyenne française avec cependant des différences selon les causes. On observe notamment une légère surmortalité infantile.

² Direction générale des douanes et droits indirects, INSEE, 2002.

³ OFDT, 2003.

⁴ F.Beck, S.Legleye, S. Spilka, Atlas régional de la consommation de produits psychoactifs des jeunes français, exploitation régionale de l'enquête ESCPAD 2002/2003, Saint-Denis, OFDT, 2005.

Des différences de taux de mortalité importants marquent les départements franciliens. La région est également concernée par les problèmes de toxicomanies et d'infection au VIH/sida, ainsi que par les questions des effets de l'environnement.⁵

2.3.3. Causes spécifiques de mortalité

La mortalité prématurée (avant 65 ans) par cirrhose et alcoolisme est de 30 pour 100 000 habitants, contre 38 pour 100 000 en moyenne en France.

La mortalité par pathologies liées à la consommation de tabac et/ou d'alcool est sensiblement de même niveau que la moyenne nationale. La mortalité par tumeurs malignes de la lèvre, de la cavité buccale et du pharynx s'élève ainsi à 7 pour 100 000 habitants (7,1 pour 100 000 en France), et à 4,5 pour 100 000 avant 65 ans (4,6 pour 100 000 en France).

Concernant le tabac, le taux de mortalité par tumeurs de la trachée, des bronches et du poumon est de 42 pour 100 000 (42,5 pour la France), et on constate une légère sous-mortalité prématurée⁶ de ces tumeurs (18,7 pour 100 000 contre 20,2 pour la France).⁷

2.4. Accès aux soins et prise en charge

La densité médicale en Île-de-France est de 25% supérieure à la moyenne nationale, et compte 423 médecins pour 100 000 habitants (335 pour la France)⁸.

Le nombre de buveurs venus consulter dans les CCAA se situe à un niveau inférieur au taux national : 2 pour 1000 habitants de 20 à 70 ans en Île-de-France, contre 2,6 en France⁹. En revanche, le recours des usagers de drogues illicites au système médico-social est plus important en Île-de-France, avec 22,6 usagers de drogues pour 10 000 habitants de 20 à 39 ans qui y ont eu recours en novembre 2003 (19,7 en France)¹⁰.

Les ventes de Subutex® sont à peu près identiques à la moyenne nationale (35 ventes pour 100 habitants de 20 à 39 ans). Les ventes de Stéribox®, sont elles, inférieures : 13,6 ventes pour 100 habitants de 20 à 39 ans en Île-de-France contre 16,2 en France.

2.5. Aspects judiciaires

L'Île-de-France est la région qui enregistre le plus d'interpellations pour usage de cannabis : 46,3 pour 10 000 habitants de 20 à 44 ans, et elle est au quatrième rang des départements qui comptabilisent le plus d'interpellations pour usage de cocaïne, d'ecstasy et de crack avec 6,4 interpellations pour 10 000 habitants de 20 à 44 ans.¹¹

⁵ Atlas de la santé en Île-de-France, Paris, ORS Île-de-France, 2005.

⁶ Mortalité avant 65 ans.

⁷ CépiDC-INSERM, période 2000-2002.

⁸ Démographie médicale en Île-de-France, état des lieux et devenir de la profession, Drassif, juillet 2003.

⁹ OFDT, année 2002.

¹⁰ V. Bellamy, La prise en charge des consommateurs de drogues illicites ayant recours au système sanitaire et social, enquête réalisée en novembre 2003, série statistique n°83, mai 2005, DREES.

¹¹ OCRTIS, 2003.

La région Île-de-France se situe en dessous de la moyenne nationale en matière d'accidents de la route avec alcool (moyenne nationale : 18,63% des accidents). En 2004, l'alcool était ainsi impliqué dans 16,07% des accidents avec victimes graves (blessés graves et tués)¹².

3. Le dispositif institutionnel

3.1. Les institutions publiques à compétence régionale

3.1.1. La Drassif : Direction des Affaires Sanitaires et Sociales d'Île-de-France

Au titre de ses compétences en matière de santé publique, la Drass Île-de-France assure la mise en place d'un certain nombre d'outils issus de la loi de Santé Publique, notamment le Plan Régional de Santé Publique. Dans le cadre du volet Addictions du PRSP, la Drass a coordonné les différentes Ddass pour élaborer un diagnostic régional partagé faisant le bilan des actions en Île-de-France et définissant des priorités relatives au tabagisme féminin, au repérage précoce et à la réduction des risques.

Drassif

Responsable PRS Addiction : Albert HERSZKOWICZ,
Médecin inspecteur régional adjoint
Adresse : 58 – 62, rue de Mouzaïa 75935 Paris Cedex 19
Téléphone : 01.44.84.22.22
Site Internet: <http://Ile-de-France.sante.gouv.fr>

3.1.2. L'Education Nationale : Les Rectorats de Paris, Créteil et Versailles

Depuis la création des Comités d'Environnement Sociaux en 1990, jusqu'aux Comités d'Education à la Santé et à la Citoyenneté actuels, le ministère de l'Education Nationale et ses déclinaisons académiques ont souhaité coordonner les politiques d'éducation à la santé et à la citoyenneté dans les établissements scolaires. La prévention des consommations de drogues est donc au cœur des missions des CESC.

Afin d'optimiser la politique de prévention en milieu scolaire, la Mildt et la Desco ont élaboré et expérimenté, en 2005, un guide d'intervention en milieu scolaire, visant à harmoniser les pratiques et contenus de prévention dans le domaine des substances psychoactives.

Chaque département s'est vu doté de financements spécifiques pour mettre progressivement en œuvre ce guide dans l'ensemble des établissements scolaires.

Le Cirdd Île-de-France a rencontré les responsables des politiques de santé de l'ensemble des départements franciliens, et a été sollicité par cinq d'entre eux pour appuyer les démarches de formations des équipes.

¹² Observatoire national interministériel de la sécurité routière.

Rectorat de Paris

Infirmière Conseillère Technique : Sylvie Gonnat
Médecin Conseiller Technique : Marie-Hélène Gibert
Adresse : 94, avenue Gambetta 75020 Paris
Téléphone : 01 44 62 40 40
Site Internet : www.ac-paris.fr

Rectorat de Créteil

Médecin Conseiller Technique : Brigitte Tastet
Infirmière Conseillère Technique : Françoise Bénédicte
Adresse : 4, rue Georges Enesco 94000 Créteil
Téléphone : 01 57 02 60 00
Site internet : www.ac-creteil.fr

Rectorat de Versailles

Infirmière Conseillère Technique : Patricia Bristol
Adresse : 3, Boulevard de Lesseps 78000 Versailles
Téléphone : 01 30 83 44 44
Site internet : www.ac-versailles.fr

3.1.3. La Cramif : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France

Depuis longtemps intégrée dans le dispositif sanitaire et social de la région, la Cramif contribue activement, en tant que décideur, à la définition des priorités régionales mais aussi, en tant qu'acteur, au développement d'actions locales au bénéfice des populations.

La division « Education pour la santé » de la Cramif dispose de 16 référents locaux qui agissent et interviennent, chacun sur un territoire spécifique.

La Cramif propose un soutien au montage de projet, et des actions d'information et de prévention ayant pour but de :

- mieux gérer sa santé,
- faire des choix éclairés pour rester en bonne santé,
- acquérir une autonomie et être responsable,
- conseiller des publics relais (sociaux, médico-sociaux et paramédicaux).

Les thèmes de santé abordés sont : les accidents vie courante, les addictions (alcool, tabac, produits illicites), l'hygiène de vie (alimentation, sommeil), la sexualité.

Cramif

Responsable de
l'éducation pour la santé : Jean Luc Dudragne
Adresse : 17-19, avenue de Flandres
75954 Paris Cedex 18
Téléphone : 01 40 05 32 64
Site Internet : www.cramif.fr

3.1.4. La DRPJJ : Direction Régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

La PJJ a pour vocation de protéger les mineurs et de favoriser leur insertion. Dans le cadre de ces missions, elle prend en charge des mineurs en danger, des mineurs délinquants et de jeunes majeurs en difficulté. La PJJ est organisée en directions départementales et régionales. Les directions régionales coordonnent, animent, évaluent les actions départementales et participent à la définition de la politique nationale. La DRPJJ assure dans ce cadre la coordination de la politique de santé publique telle qu'elle est définie dans le plan pluriannuel 2005-2008. Une enquête INSERM, menée en 2004, sous la direction de Marie Choquet, a montré que les consommations de produits psychoactifs des jeunes confiés à la PJJ sont supérieures à celles de la population scolaire notamment pour le tabac, l'alcool et le cannabis. Le Cirdd Île-de-France a rencontré la Direction Régionale en la personne de Mme Marie Dieudonné, conseillère technique santé.

DRPJJ

Responsable santé : Marie DIEUDONNE
Conseillère technique santé
Adresse : 14 rue Froment 75011 Paris
Téléphone : 01 49 29 28 60
Fax : 01 49 29 28 65
Site Internet : www.justice.gouv.fr/justorg/justorg10b.htm

3.2. Associations régionales

3.2.1. L'Anit, union régionale Île-de-France : Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie

Association nationale créée en 1980, l'Anit est un lieu d'échanges, de confrontation, d'expression pour les intervenants en toxicomanie issus de champs très diversifiés (soins, réduction des risques, prévention, recherche, éducation, insertion, justice...). L'Anit représente ses adhérents auprès des instances publiques. Elle est organisée en unions régionales chargées d'impulser des rencontres entre les intervenants d'une même région, et d'analyser les réalités locales. Les unions régionales sont animées par un délégué et un délégué adjoint, élus annuellement. Interlocuteurs des différentes instances administratives, éducatives, sociales et médicales, ils répondent aux demandes d'information émanant de leurs régions par l'organisation de rencontres, de colloques. L'Anit Île-de-France organise ainsi des réunions thématiques mensuelles entre adhérents de la région.

ANIT Île-de-France

Responsable : Odile VITTE, Déléguée Régionale
Adresse : 28 rue de la Venière 77160 Provins
Téléphone : 01 64 08 99 47
Fax : 01 64 60 12 98
Site Internet : www.anit.asso.fr/regions/paris.php

3.2.2.L'Anpaa, délégation régionale : Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie

A sa création en 1872, l'association s'appelait « Association nationale de prévention de l'alcoolisme ». Reconnue d'utilité publique en 1880, elle a changé plusieurs fois de nom pour devenir, en 2002, l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie, s'ouvrant ainsi plus largement à l'ensemble des addictions. L'Anpaa a pour but de développer une stratégie globale de prévention des addictions, de faciliter l'accès aux soins et à l'aide médico-psycho-sociale, de jouer un rôle novateur et promoteur en alcoologie et addictologie. Elle dispose de comités dans sept départements franciliens – la Seine Saint-Denis en est dépourvue. Jeanne Clément en assure la coordination régionale. Le comité régional décline la politique nationale de l'association à l'échelon régional et coordonne les projets régionaux et départementaux.

Dans le cadre de la mission observation, deux comités ont été rencontrés, celui de l'Essonne et celui de la Seine et Marne. Dans le domaine de la prévention, des actions sont développées à destination des publics scolaires, en milieu professionnel ou dans l'espace festif. Pour ce qui concerne la prise en charge, l'essentiel des activités concerne l'alcool, mais de nouvelles consultations se sont développées, dans le domaine de la tabacologie ou dans le cadre des « consultations jeunes consommateurs de cannabis ».

ANPAA Île-de-France

Responsable : Jeanne CLEMENT, Déléguée Régionale
Adresse : 20, rue Saint-Fiacre 75002 Paris
Téléphone : 01 42 33 74 87
Fax : 01 45 08 17 02
Site Internet : www.anpaa.asso.fr

3.2.3.Le Crésif : Comité Régional d'Éducation pour la Santé d'Île de France

Créé en 1984, le Comité Régional d'Éducation pour la Santé d'Île-de-France est une association loi 1901 qui a pour vocation de promouvoir et de développer. Intégré au Réseau des Comités d'Éducation pour la Santé, le Crésif a pour rôle :

- d'être un centre ressource régional en matière de promotion de la santé en proposant des formations, de l'information, du conseil et de l'évaluation,
- de contribuer à l'élaboration de stratégies régionales d'éducation pour la santé,
- d'animer le réseau francilien des comités départementaux (78, 91, 92, 93 et 95) et d'identifier et mobiliser les acteurs d'éducation pour la santé sur les départements qui en sont dépourvus.

Le Crésif développe des programmes spécifiques dans le domaine de la prévention, notamment du tabagisme. Il est porteur du Pôle de Compétence Régional financé par l'Inpes.

Crésif

Responsable : Stéphane TESSIER, Directeur
Adresse : 14 rue Lafayette 75009 Paris
Téléphone: 01 48 24 38 00
Fax : 01 48 24 38 01

Site Internet : www.cresif.org/

3.2.4. Le Crips : Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida Île-de-France

Le Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida a été mis en place en 1988 à l'initiative du Conseil Régional d'Île-de-France, avec le soutien de la Direction Générale de la Santé et la Mairie de Paris. Il compte différents pôles d'activités : un centre de documentation, un centre de formation, un espace de prévention pour les jeunes, un pôle d'interventions auprès des lycéens et des apprentis. Il est depuis juin 2005, la structure porteuse du Cirdd Île-de-France.

Initialement centré sur l'infection à VIH, ses thématiques se sont progressivement élargies à la sexualité, aux addictions, aux hépatites et aux comportements à risque chez les jeunes.

Crips Île-de-France

Responsable : Antonio UGIDOS, Directeur
Adresse : Tour Maine Montparnasse, BP53
75755 PARIS Cedex 15
Téléphone : 01 56 80 33 33
Fax : 01 56 80 33 00
Site Internet : www.lecrips-idf.net

3.2.5. Droits des non fumeurs

Droits des non fumeurs (DNF) est une association reconnue d'utilité publique qui intervient pour le respect des non fumeurs et une bonne application de la loi Evin. La délégation régionale Île-de-France informe sur la législation anti-tabac par le biais de permanences téléphoniques, de son site Internet, et de ses brochures. Par ailleurs, l'association est habilitée à exercer les droits reconnus à la partie civile dans les procédures concernant les infractions aux dispositions de la loi.

Dans le cadre du plan cancer, DNF travaille sur des projets spécifiques tels que « *Entreprises sans tabac* » et « *les restaurateurs luttent contre le cancer* ». L'association a élaboré une charte pour les restaurants qui respectent la loi Evin ou qui sont complètement non fumeurs, et édite un guide des restaurants 100% sans tabac. Dans la région Île-de-France, une soixantaine de chartes ont été signées et le guide compte 135 adresses.

Une pétition pour rendre les entreprises non fumeurs a été relayée dans le cadre de la dernière journée mondiale contre le tabac.

DNF a créé trois plaquettes : « *Non fumeurs : une loi vous protège, faites respecter vos droits* » ; « *non fumeurs : vos droits* », « *réussir la loi Evin dans l'entreprise* ».

Quand DNF est saisie d'une violation aux dispositions de la législation anti-tabac (quatre à cinq demandes par semaine au niveau national), dans 44% des cas une mise en demeure ou un simple rappel à l'ordre circonstancié suffit à régler les différents. Dans le cas contraire, DNF fait intervenir un avocat avant de porter l'affaire devant la justice. Jusqu'à présent, seules des

entreprises publiques ont été condamnées. Néanmoins, la jurisprudence de la Cour de Cassation va dans le sens d'une réelle application de la loi dans l'entreprise.

Droits des non fumeurs

Responsable : Gérard AUDUREAU
Adresse : 5, passage Thiéré 75011 Paris
Téléphone: 01 42 77 06 56
Site Internet : <http://dnf.asso.fr/>

4. PARIS (75)

4.1. Principales caractéristiques socio-démographiques

- Superficie : 105 km².
- Densité : 20 437 habitant/km²
- Nombre d'habitants : 2 125 000 habitants

C'est le plus petit département de la région (0,9% du territoire), mais celui qui concentre le plus d'habitants puisqu'il rassemble 19,4% de la population francilienne.

Il se caractérise par une forte proportion de jeunes en âge de travailler (36% de la population a entre 20 et 39 ans), en revanche, c'est le département d'Île-de-France dans lequel la proportion des moins de 20 ans est la plus faible (19,3%). A l'opposé, la proportion des plus de 60 ans est importante (18,9% de la population).

Les revenus des parisiens sont les plus élevés de l'Île-de-France, la médiane du revenu fiscal annuel par UC est de 20 869 euros, et 72% des ménages sont imposés. Cependant il existe de grandes disparités de ce point de vue entre les arrondissements : les arrondissements de l'ouest concentrent les ménages les plus aisés, et s'opposent ainsi à ceux de l'est.

Le taux de chômage est important (10,1% de la population active), ainsi que la part d'allocataires du RMI (4%).

On retrouve à Paris la plus grande proportion de retraités et inactifs (33,1%) et de cadres (25,9%). Les ouvriers y sont en minorité (7,6%).

4.2. Institutions publiques

Le programme départemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool est en cours d'élaboration par le Chef de projet Toxicomanie et le Coordinateur Ddass.

A Paris, la Mission de prévention des toxicomanies, coordonne la mise en œuvre des orientations politiques de la municipalité. Elle développe ou soutient des actions de prévention, de soins, de réduction des risques et d'insertion des usagers de drogues.

La Mission anime notamment un groupe de travail sur la prévention en milieu festif. Elle propose également un cycle de conférences sur le thème « Drogues et addictions en débat », et a mis en place en 2004, un label « 100% sans tabac » avec le Syndicat National des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs.

4.3. Données relatives aux ventes de tabac et d'alcool

Paris est le département où les ventes de cigarettes par habitant sont les plus importantes (1889 ventes de cigarettes par habitant en 2003) et où les débits de boissons sont les plus nombreux (516 débits de boissons licence IV pour 100 000 habitants de plus de 16 ans).

4.4. Quelques données épidémiologiques

4.4.1. Situation générale

- L'espérance de vie à la naissance est élevée : 77,6 ans pour les hommes et 83,8 ans pour les femmes.
- Le taux de mortalité infantile est le plus bas de la région (3,6 pour 1000 en 2003).

C'est le département d'Île-de-France où le taux de prévalence du VIH/sida est le plus élevé

4.4.2. Mortalité par causes

- Le taux de mortalité par maladies cardio-vasculaires est le plus faible de la région.
- La mortalité prématurée (avant 65 ans) par cirrhose et alcoolisme est de 24 pour 100 000 (contre 30 pour 100 000 en Île-de-France).

Paris se caractérise par une sous-mortalité des pathologies liées à la consommation de tabac et/ou d'alcool par rapport à la moyenne régionale. En effet, le département enregistre un taux de mortalité par tumeur de la lèvre, de la cavité buccale et du pharynx de 6,2 p.100 000 (3,7 p.100 000 avant 65 ans) et un taux de mortalité par tumeurs de la trachée, des bronches, et du poumon de 38,7 p.100 000 (17,5 avant 65 ans). En revanche, la situation est plus défavorable pour le niveau de mortalité par cancer du poumon chez les femmes, qui est le plus élevé de France (60% plus élevé que la moyenne nationale). Le niveau de mortalité masculine par cancer du poumon est quant à lui l'un des plus bas de France (-14% par rapport à la moyenne nationale).

La part des accidents graves de la route avec présence d'alcool est importante : 17,2% des accidents en 2004 (contre 16,07% pour l'ensemble de la région).

4.5. Aspects judiciaires

Le nombre d'interpellations pour usage est élevé. Paris est le deuxième département français pour le nombre d'interpellations pour usage de cocaïne, de crack et d'ecstasy (14,1 interpellations pour 10 000 de 20 à 39 ans contre 6,4 en Île-de-France et 5,8 pour la France entière). Les interpellations liées à l'usage de cannabis sont elles de 30 pour 10 000 habitants de 15 à 44 ans, ce qui est moins que la moyenne régionale (46,3), mais plus que la moyenne nationale (21,5).

En 2000, il y a eu 250 personnes prises en charge dans le cadre de la convention départementale d'objectif justice/santé, dont 17% en présentiel, 3% en milieu ouvert, 56% en alternatives à l'incarcération et 24% en prison ou sorties de prison.

Au parquet de Paris, les affaires de stupéfiants sont traitées par l'un des procureurs de la 1^{ère} division. Les procédures traitées concernent pour l'essentiel le cannabis, relativement peu l'alcool ou le crack. Le Tribunal prononce depuis longtemps de nombreuses injonctions thérapeutiques car le dispositif le permet. En effet, un médecin titulaire de la Ddass est sur place cinq jours sur sept, et le maillage associatif est bon. Le Parquet a d'ailleurs conventionné des associations.

Les usagers interpellés pour la première fois ou ayant de faibles quantités de stupéfiants, peuvent bénéficier d'un classement avec orientation vers une structure de soins. Pour les cas plus lourds ou pour les produits particulièrement dangereux comme le crack, une injonction thérapeutique peut être prononcée dès la première interpellation.

Concernant les revendeurs, les faits de revente priment sur l'usage pour la qualification et les poursuites. La nocivité du produit influe sur la réponse judiciaire. La suspicion d'organisation est fonction des quantités saisies, à partir de 150g pour la cocaïne ou l'héroïne, 5 kg pour la résine de cannabis.

Par ailleurs les magistrats tentent de prendre en compte une éventuelle toxicomanie dans les autres incriminations (vols, violences ...). Ils utilisent fréquemment le sursis avec mise à l'épreuve, suivis par le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation.

Le crack est devenu une priorité de politique pénale en raison de son extension au-delà du 18^{ème} arrondissement vers le 10^{ème} et le 19^{ème}. Sur les 800 injonctions thérapeutiques prononcées en 2005, 133 concernaient des crackeurs. Le suivi pour ces personnes est particulièrement difficile en raison des multiples interruptions possibles : incarcération pour un autre motif, disparition sans laisser d'adresse. Dans le cadre du plan crack, le groupe de travail « articulation police, justice, santé », piloté par le parquet et la Ddass de Paris élabore un protocole visant à améliorer le repérage et le suivi des usagers de crack.

4.6. Accès aux soins et prise en charge

Paris a une très forte densité médicale avec 854 médecins pour 100 000 habitants, soit près de 40% des médecins franciliens.

Le recours des usagers de drogues au système médico-social est élevé : 43,3 pour 10000 habitants de 20 à 39 ans. En revanche, les consultations en CCAA sont peu nombreuses (0,9 pour 1 000 habitants de 20 à 70 ans contre 2 en Île-de-France).

Rapporté à la population (pour 100 personnes de 20-39 ans), le niveau de vente de Subutex® et des Stéribox® est supérieur à la moyenne régionale : 66 ventes de boîtes de Subutex® pour 100 habitants et 17,9 ventes de Stéribox®.

Parmi les structures existantes, le PRSP recense :

- des établissements médico-sociaux prenant en charge les addictions dont
 - 4 établissements médico-sociaux ayant une consultation de tabacologie,
 - 4 Unités de coordination tabacologique (UCT) (Fernand Widal, Lariboisière, Saint Louis et Bichat -Claude Bernard),
 - 18 consultations de tabacologie à l'AP-HP,

- 5 CCAA, (Aurore Ménilmontant, Centre du Moulin Joly, Cap 14, le Marais, Centre Vauvenargues),
 - 7 consultations d'alcoologie à l'AP-HP,
 - 21 CSST (110 les Halles, Association Horizons, Bus méthadone, Centre Cassini, Centre Confluences, Centre Monceau, Centre Saint-Germain Pierre Nicole, Association Charonne, Centre spécialisé de soins aux toxicomanes de la Maison d'arrêt de la Santé, Marmottan, Emergence Espace Tolbiac, Espace Murger, La Corde Raide, Nova Dona, Sleep-In - SOS drogue international, Monte Cristo, Centre Didro, Ceccof, La Terrasse, Moreau de Tours),
 - 2 équipes hospitalières de liaison en addictologie (Saint-Antoine, Pitié Salpêtrière)
 - 4 ECIMUD (Lariboisière, Bichat Claude-Bernard, Georges Pompidou et Tenon)
 - 12 CHRS,
 - 59 appartements thérapeutiques, 14 appartements relais, 3 appartements de coordination thérapeutique, (association Charonne, association Cordia, association Siloé),
 - 62 places en hébergement collectif
 - 3 espaces solidarité insertion
- des structures de réduction des risques dont
 - 5 boutiques : Beaufort, Boutique 18 espace mixte et espace femmes, Ego, Nova Dona et Boréal
 - 4 programmes d'échanges de seringues
 - 30 automates
 - des associations d'entraide (associations d'usagers, de famille, etc.)
 - des structures d'information et de prévention
 - des réseaux ville hôpital (Bastille, Paris Nord et Rive Gauche).

Le fort déséquilibre dans la répartition des équipements sanitaires entre Paris et la périphérie de la région est relevé par le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire (SROS). Toutefois, l'offre de soins généralistes et spécialistes dans Paris intra-muros n'est pas réservée à la population parisienne et draine une partie de la population des départements de la petite couronne. Il serait sans doute nécessaire de comprendre quels sont les problèmes d'accessibilité et de continuité des soins que pose cette concentration des services.

Dans le cadre de la mission observation du Cirdd, 47 structures ont été rencontrées :

- Dans le domaine de la prévention : La Mission de prévention des toxicomanies, La Fédération des Associations Générales Etudiantes, Premiers de Cordée, le Comité National contre les Maladies Respiratoires, le Comité de Paris de la Ligue contre le Cancer, Tabac Info Service, Le Kiosque, le Crips (pôle Intervention et Cybercrips)
- Des hôpitaux sans tabac : Le RHST hébergé par l'Hôpital Broussais, l'Hôpital de l'Hôtel Dieu, la Maternité de l'Hôpital des Diaconesses
- Des Consultations de tabacologie : un Cabinet médical, le Cybercrips, l'Hôpital Bichat (UCT), l'Hôpital Necker, l'Hôpital de la Pitié Salpêtrière (service de diabétologie), l'Hôpital Tenon, l'Hôpital Européen Georges Pompidou (Pôle addictologie)

- Le Réseau Ville Hôpital Bastille
- Des CSST : 110 Les Halles, Cassini, Confluences, Emergence, Horizons, La Corde Raide, La Terrasse, Marmottan, Monceau, Monte-Cristo, Nova Dona, St Germain Pierre Nicole, Sleep-In,
- L'Ecimud de l'hôpital Bichat
- Des structures de Réduction des Risques : L'AFR, Techno plus, Aides, Ego, Boutique 18, Boutique Beaurepaire. Les activités en matière d'hépatite C : Asud, Hépatites Info Service, Arcat
- Des structures de formation : Institut Prévention Formation, Association Alcool Assistance, Pôle Ressource National.

5. Prévention

5.1. Prévention en population générale :

la Fédération des Associations Générales Etudiantes (FAGE), Premiers de Cordée, le Comité National contre les Maladies Respiratoires (CNMR), comité de Paris de la Ligue contre le Cancer, Tabac Info Service, Le Kiosque, les pôles Accueil / Intervention et Cybercrips du Crips Île-de-France :

Les acteurs de la prévention des drogues à Paris sont nombreux. Dans le cadre de cette enquête, nous avons rencontré des opérateurs proposant aussi bien des approches centrées sur un produit ou une thématique spécifique que sur des approches globales et multi produits.

5.1.1. Les actions

La Fage et Premiers de Cordée interviennent sur la thématique de la sécurité routière.

- La Fage propose des actions clés en main « *conducteur désigné* » sur le modèle de la campagne Sécurité Routière « *celui qui conduit c'est celui qui ne boit pas* ». L'association travaille parfois en partenariat avec d'autres structures proposant des actions du même type lors des soirées étudiantes. La Fage porte un regard critique sur le risque d'alcoolisation plus important des passagers déresponsabilisés par certaines initiatives comme ces navettes qui joignent les établissements de loisirs aux centres villes.
- Premiers de Cordée propose une opération « *les sportifs s'engagent* » à destination des jeunes sportifs pendant la semaine nationale de la sécurité routière.

Le CNMR, Tabac Info Service et le comité de Paris de la Ligue contre le cancer travaillent à la prévention du tabagisme.

- Tabac Info Service est un dispositif d'écoute qui répond au grand public sur l'usage, les risques et l'arrêt du tabac. Le premier appel est à la charge et à l'initiative de l'appelant puis le suivi se fait par rendez-vous téléphonique pris par les conseillers du dispositif. Parallèlement à cette mission, Tabac Info Service propose des actions de sensibilisation en entreprise et en milieu scolaire. Par ailleurs le numéro de Tabac Info Service fait partie des messages sanitaires obligatoires sur les paquets de cigarettes. L'impact des campagnes de

prévention et des hausses tarifaires est tangible pour l'équipe de Tabac Info Service qui voit le nombre d'appels sensiblement augmenter dans les jours qui suivent ces mesures.

- La priorité du comité de Paris de la Ligue reste, dans le domaine de la prévention, axée sur le tabac : très peu d'initiatives ont été prises sur l'alcool. Le comité organise des actions sur le tabac pour des jeunes dans et hors temps scolaire. 17000 élèves de CM2 reçoivent chaque année depuis trois ans un agenda scolaire comportant des slogans, des jeux, des illustrations contre le tabac réalisés par huit classes de CM2. Pendant les vacances, le club Pataclope propose des ateliers en partenariat avec le pôle santé Goutte d'Or.
- La lutte contre le tabagisme des jeunes est la priorité du CNMR. Il poursuit le programme de prévention du tabagisme dans les établissements scolaires qu'il avait initié lors de la journée mondiale sans tabac de 2000 en faisant signer la charte « Ecole sans Tabac ». Le comité vise également le grand public lors d'une campagne nationale « la campagne du timbre » et des « rallyes du souffle ». Le CNMR est coordinateur et concepteur des campagnes menées lors des différentes journées sur les maladies respiratoires.

Le Cybercrips et le Kiosque mènent des actions de prévention transversales.

- Le Cybercrips propose des supports d'intervention variés : stands, jeux, vitrines, affiches, bornes interactives, courts-métrages. C'est un espace de prévention santé, un lieu d'échanges où les jeunes peuvent engager une discussion avec un animateur de prévention. Les thèmes abordés couvrent tout le champ des conduites à risques : l'alcool, le tabac, le cannabis, les autres drogues mais aussi la vie sexuelle, l'alimentation... Les visiteurs qui souhaitent entrer dans une démarche d'évaluation et d'aide relative à leurs consommations de tabac ou de cannabis peuvent prendre rendez-vous avec un tabacologue présent sur le site tous les mercredis. Le pôle Intervention du Crips réalise quant à lui des actions de prévention à destination des lycéens, des apprentis, de leurs parents et des équipes éducatives. Ces actions privilégient l'interactivité, et portent sur les produits, les compétences psychosociales, et les lois et réglementations.
- Depuis 2003, le Kiosque intervient en milieu scolaire sur la thématique des dépendances. Les objectifs sont de donner un bon niveau de connaissance sur les mécanismes de dépendance, les produits, la loi et des indicateurs aidant à l'évaluation individuelle de la situation de chacun face à ses consommations. Les intervenants abordent la consommation des drogues licites ou illicites mais aussi les addictions sans produit.

5.1.2. Les intervenants

Les intervenants ont des profils divers : animateurs de prévention au Cybercrips, chargés de mission prévention et bénévoles au Kiosque et à la Ligue ; psychologues, infirmiers et intervenants sociaux au pôle intervention du Crips ; médecins au CNMR, tabacologues à Tabac Info Service etc... Certains ont des formations spécifiques : le Kiosque a recours aux formations de l'Anpaa sur les produits et de Comment Dire sur le counseling ; la Fage propose des formations aux responsables associatifs notamment sur l'alcool et la méthodologie de projets ; le CNMR forme ses comités départementaux notamment sur le cannabis, la Ligue assure la formation théorique de ses bénévoles, les animateurs du Cybercrips participent aux formations du Crips. L'équipe de Premiers de Cordée n'a suivi aucune formation particulière.

5.1.3. Le public et les consommations

– Le public

Chaque organisme de prévention vise un public bien identifié. Certains sont généralistes et s'adressent au grand public comme le CNMR, la Ligue contre le Cancer, Tabac Info Service et le Kiosque. Parmi eux, La Ligue et Le Kiosque interviennent également en milieu scolaire. Premiers de Cordée agit auprès des établissements scolaires mais aussi spécifiquement en direction des jeunes sportifs. Le pôle intervention du Crips rencontre des jeunes scolarisés en lycées et en CFA, le Cybercrips vise les 13-25 ans en dehors du contexte scolaire, la Fage s'intéresse aux responsables associatifs affiliés et, à travers eux, aux étudiants.

– Les consommations

Le pôle intervention du Crips, le Cybercrips et le Kiosque ont une démarche volontairement globale et multi produits. Ce sont les dépendances et les conduites à risque qui sont abordées plutôt qu'un produit en particulier. Cette démarche globalisante n'empêche pas ces deux structures de se mobiliser sur un événement particulier thématique comme la journée mondiale contre le tabac (Cybercrips) ou la campagne cannabis (kiosque). La Fage et Premiers de Cordée interviennent principalement sur la question de l'alcool et notamment de l'alcool au volant. Le CNMR, le comité de Paris de la Ligue contre le cancer et Tabac Info Service ciblent le tabac même si d'autres produits sont parfois évoqués par les appelants de T.I.S.

5.1.4. Les difficultés et les projets

La Fage et Premiers de Cordée envisagent d'élargir leur thématique d'intervention pour y inclure le cannabis, voire tous les produits psycho actifs.

La Ligue envisage de proposer une aide au sevrage tabagique spécifiquement réservée aux adolescents.

Le Cybercrips aimerait renforcer la prévention sur l'alcool car les jeunes sont le cœur de cible des alcooliers et sont donc en première ligne. Le pôle Intervention va développer des actions de prévention sur de nouvelles thématiques telles que la souffrance psychique ou l'alimentation. Premiers de Cordée, La Ligue sont demandeurs de formations, de soutien ou de renforcement de partenariats pour mener à bien leurs actions. Le Kiosque, la Fage et le CNMR aimeraient étoffer leurs équipes d'intervenants ou de bénévoles.

Bilan

Les structures existantes étant antérieures aux politiques nationales réaffirmées par le plan gouvernemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool, elles ont encore des objectifs « maison », d'où une grande dispersion des approches et l'absence de références à des modèles théoriques et à des stratégies définies.

5.2. Rôle de l'hôpital dans la prévention :

Le Réseau Hôpital Sans Tabac : l'Hôpital Broussais, l'Hôpital de l'Hôtel Dieu. La Maternité de l'Hôpital des Diaconesses

Le RHST est hébergé par l'hôpital Broussais. L'hôpital de l'Hôtel Dieu est adhérent du réseau. L'hôpital des Diaconesses n'en fait pas partie à ce jour mais sa maternité est sans tabac.

5.2.1. Les activités

Pour le Réseau Hôpital Sans Tabac prendre en charge de la dépendance tabagique des professionnels de santé améliore l'accompagnement de leurs patients dans ce domaine. L'objectif n'est pas directement l'arrêt du tabac mais l'abstinence sur le lieu de travail. Ainsi, les hôpitaux affiliés sont invités à mettre en place des consultations spécifiques et à financer tout ou partie des substituts nicotiques. Le RHST crée ses propres documents et diffuse également les documents de l'Inpes. Des messages de prévention sont affichés dans les salles d'attente et les couloirs notamment.

En 2003, le RHST a formalisé les échanges de pratique en créant un service de formation. Les thèmes des formations sont : « Hôpital Sans Tabac » ; « Problèmes et stratégies pour les décideurs » ; « Grossesse et tabac » ; « Actualité du conseil tabagique pour délivrer un conseil minimal » ; « L'abord du fumeur à l'hôpital et à l'hôpital psychiatrique ». En 2004, une formation « Tabac et cannabis » a été développée pour répondre aux besoins des tabacologues.

En janvier 2006, le RHST a publié une lettre d'information annonçant les actions prévues pour l'année. En février, 100 000 affiches « on ne fume pas à l'hôpital » ont été diffusées, et en mai, l'opération « Ce mois-ci j'arrête » a été lancée auprès des professionnels de santé. Le point d'orgue du programme reste le 31 mai, journée mondiale « sans tabac ».

La maternité des Diaconesses offre une consultation de tabacologie individuelle et sur rendez-vous. Le délai d'attente est d'une semaine mais les consultations n'ayant pas de caractère obligatoire, de nombreux rendez-vous sont annulés. La maternité des Diaconesses propose de l'acupuncture. L'hôtel Dieu, quant à lui, offre deux consultations : une en service de pneumologie et une au centre médical de diagnostic et de soins. Les tabacologues des deux centres utilisent le Co-testeur.

L'hôtel Dieu a pris plusieurs initiatives dans le cadre de son adhésion au RHST.

- Des journées de conférences et d'ateliers sur le thème « tabagisme et santé » ont été organisées pour le personnel soignant.
- En 2004, un stand a été organisé dans le hall d'accueil, animé par des médecins du travail qui ont pu diffuser des informations préventives au personnel comme aux patients et leur proposer d'utiliser le Co-testeur.
- Toujours en 2004, l'hôpital a participé à l'opération « Ce mois-ci j'arrête ». Cette démarche se situe à mi-chemin de la prévention et la prise en charge. Les volontaires assistent à trois réunions de groupe suivies de consultations individuelles au cours desquelles des patchs sont proposés gratuitement pendant un mois.

5.2.2. Le public et les consommations

– Le public

Le RHST s'adresse surtout aux personnels soignants des hôpitaux adhérents.

L'interdiction de fumer à l'hôtel Dieu s'applique à tous et est strictement respectée en raison du risque d'incendie. Aux Diaconesses, seule la Maternité est sans tabac. Dans les deux structures des actions sont mises en place tant pour le personnel que pour les patients, mais l'hôtel Dieu s'adresse à l'ensemble de ses patients alors que l'hôpital des Diaconesses cible les femmes enceintes.

– Les consommations

Les médecins tabacologues de l'Hôtel Dieu abordent fréquemment l'usage du cannabis durant leurs consultations. Les stands réalisés dans le cadre du RHST mettent des brochures sur le cannabis à disposition sans cibler particulièrement ce produit.

5.2.3. Les difficultés et les projets

La maternité souhaite intégrer le Réseau Hôpital Sans Tabac, dans ce but une enquête a été réalisée pour comparer le taux de monoxyde de carbone des femmes entrant en salle de travail avec le poids de naissance des bébés. L'enquête a duré deux mois, elle est en cours de dépouillement.

L'association RHST est nationale mais souhaiterait avoir un fonctionnement régional pour être au plus près des problématiques locales.

Bilan

Si tous les établissements AP-HP sont adhérents au RHST, c'est encore loin d'être le cas des autres structures hospitalières.

Les personnels de santé sont pourtant des vecteurs majeurs de la problématique de prévention et d'arrêt du tabac. Les actions dans ce secteur seraient à renforcer pour apporter plus de crédit aux messages préventifs.

6. Prise en charge

6.1. Les consultations de tabacologie : Hôpital Bichat (UCT), Hôpital Necker, Hôpital de la Pitié Salpêtrière (service de diabétologie), Hôpital Tenon, Hôpital Européen Georges Pompidou (Pôle addictologie), le Cybercrips, un cabinet médical

Les consultations de tabacologie ont pour fonction première l'aide au sevrage tabagique, mais elles peuvent également s'impliquer dans des activités de prévention notamment auprès de personnels soignants ou de patients.

Parmi les 44 consultations de tabacologie ouvertes à Paris, sept ont été enquêtées.

6.1.1. Les actions de prévention

Différentes actions de prévention sont menées par ces consultations de tabacologie.

Les consultations tabacologiques des différents services de la Pitié Salpêtrière collaborent pour mettre en place des actions de sensibilisation en direction du personnel soignant.

Des stands permanents ont été mis en place au Service de cardiologie et à la Maternité de Tenon. Lors de ces stands, le tabacologue informe sur les méfaits du tabagisme et rappelle les principes de la loi Evin.

L'infirmière de la médecine du travail de l'hôpital Necker réalise des actions de prévention à destination du personnel. Au sein des services et dans les restaurants collectifs, elle propose une mesure du taux de monoxyde de carbone.

L'UCT de Bichat considère la période d'hospitalisation comme une situation de crise qui peut conduire une personne à changer ses habitudes : l'arrêt du tabac ou de l'alcool est nettement visible chez des patients venant de cardiologie, de pneumologie ou de neurologie. L'UCT s'est attachée à sensibiliser le personnel sur la question de l'orientation vers la consultation de tabacologie.

6.1.2. Le 31 mai

Le 31 mai, « journée mondiale sans tabac » est une date importante pour sensibiliser le public. Le tabacologue et l'équipe du Cybercrips ont proposé aux salariés de la Tour Montparnasse de tester leur taux de monoxyde de carbone à l'aide d'un Co-testeur. Quant aux hôpitaux Tenon et Necker, ils ont mis en place dans le cadre du RHST une campagne intitulée « Ce mois-ci, j'arrête ». Cette démarche se situe entre la prévention et la prise en charge du personnel soignant et des patients. A Necker, cette opération est à destination du personnel, des élèves infirmières et des sages-femmes : les volontaires assistent à trois réunions de groupe qui sont suivies de consultations individuelles au cours desquelles des patchs sont proposés gratuitement pendant un mois. L'hôpital Necker met également en place des sensibilisations au sein de la Faculté de médecine pour les futurs professionnels. A cette occasion, des enquêtes auprès des étudiants sont menées en partenariat avec Actif/Festif, afin de mieux connaître leurs consommations.

Au sein de la Maternité, l'hôpital Bichat réalise des actions de sensibilisation en direction des femmes enceintes.

6.1.3. Les actions spécifiques à destination des femmes enceintes

Le cabinet médical, l'hôpital Tenon et le Cybercrips évoquent des actions de sensibilisation limitées pour ce public. L'UCT de Bichat reconnaît également qu'en région parisienne, jusqu'en 2004, il y avait peu de mesures visant les femmes enceintes, alors que la région Nord Pas-de-Calais, avec son affiche « Un verre en moins, c'est une chance de plus pour votre enfant » est plus active sur cette question.

L'UCT de Bichat a pour projet de mener un travail avec la maternité afin que les médecins informent d'avantage les femmes enceintes sur les méthodes d'arrêt et l'existence des consultations cannabis..

A l'UCT de Bichat, les consultations tabacologiques sont l'occasion d'aborder la consommation d'alcool. L'UCT diffuse des informations sur les risques liés à cette consommation lors de la grossesse. Elle effectue un repérage et un accompagnement des femmes dépendantes aux produits alcool et tabac. L'UCT estime qu'il est important de sensibiliser les sages-femmes et les médecins sur les syndrômes d'alcoolisation.

A la Pitié Salpêtrière, c'est l'ECIMUD qui propose une consultation de tabacologie à destination des femmes enceintes, tous les matins du lundi au samedi.

6.1.4. Les consultations

Toutes les consultations se prennent sur rendez-vous, le délai d'attente varie de quinze jours à un mois. Les tabacologues remarquent un certain absentéisme de la part de leurs patients (30% des rendez-vous sont annulés).

La consultation du service Diabétologie de la Pitié Salpêtrière est la seule à proposer des rendez-vous téléphoniques. Après l'arrêt du tabac, les deux premiers rendez-vous sont proposés à quinze jours d'intervalle puis à un mois d'intervalle. Le médecin du cabinet médical suit ses patients sur plusieurs mois à raison d'une consultation par mois.

Les consultations sont généralement individuelles, toutefois le cabinet médical et l'Hôpital Européen Georges Pompidou (HEGP) souhaiteraient développer des consultations de groupe afin de créer une dynamique, utile pour la réussite de l'arrêt. L'hôpital Tenon envisage également cette possibilité dans le but de fluidifier sa file d'attente.

L'UCT de Bichat propose des consultations de groupe inférieur à vingt personnes, intitulées « Information, Bilan ». L'arrêt du tabac n'est pas une condition pour y participer. Le groupe fonctionne comme un groupe d'auto support. Suite à ces réunions des consultations individuelles sont proposées. Cette UCT envisage prochainement d'utiliser les thérapies cognitivo-comportementales dans ces groupes.

Au Cybercrips, la 1^{ère} consultation permet d'apporter des connaissances sur l'appareil respiratoire, les méfaits du tabac et les dépendances. Plusieurs techniques sont proposées :

l'élaboration d'un carnet de bord des consommations, un travail sur la respiration, une approche phytothérapeutique et pharmacologique (gommes, pastilles et inhalateur de nicotine).

La gratuité, la rapidité des rendez-vous et la confidentialité sont des gages d'efficacité auprès de ce public jeune.

A l'hôpital Tenon, le premier entretien vise à apporter des explications sur les phénomènes de dépendance, à dépister les comorbidités psychiatriques et à cibler une méthode de sevrage adaptée au patient. Le conseil diététique assuré par une diététicienne est un versant important de la consultation. Le suivi se déroule sur une période de trois à six mois. Le patient peut commencer à réduire sa consommation sans arrêter immédiatement de fumer. Le premier mois comprend trois consultations, puis la fréquence des consultations varie selon les besoins du patient.

A l'hôpital Necker, les deux premiers rendez vous se déroulent à une semaine d'intervalle, les deux suivants à deux semaines. Par la suite, la fréquence des consultations dépend des besoins du patient. Un sevrage dure en moyenne six mois mais le médecin considère que le suivi optimal doit être de huit mois à un an.

6.1.5. Les outils

Toutes les consultations tabacologiques rencontrées utilisent le Co-testeur, le dossier de tabacologie et le test de Fagerström. Quatre structures interrogées ont recours au dosage nicotinique dans les urines qui permet une meilleure prescription des substituts nicotiques. L'échelle du Hospital Anxiety Depression (HAD) est utilisée par trois structures.

L'UCT de Bichat recourt à un auto questionnaire qui permet de connaître le patient, de cerner ses difficultés afin de mieux apprécier les aides qui pourront lui être apportées en consultation individuelle ou durant son hospitalisation.

6.1.6. L'orientation vers d'autres structures

Les tabacologues du cabinet médical, de l'hôpital Tenon et de l'hôpital de la Pitié Salpêtrière n'hésitent pas à réorienter les patients présentant des troubles psychologiques. L'HEGP oriente les poly-consommateurs vers les structures spécialisées en toxicomanie notamment le centre Monte Cristo ; il peut également orienter vers un thérapeute comportementaliste, un acupuncteur ou un hypnotiseur.

6.1.7. Le public et les consommations

– Le public

L'hôpital Tenon note une prédominance des 30-40 ans et de nombreuses personnes issues du monde du spectacle. La consultation du Cybercrips s'adresse aux jeunes de 13 à 25 ans.

Le cabinet médical qualifie son public d'aisé, mais il faut dire que ses consultations sont de secteur 2.

En 2004 à l'hôpital Tenon, sur 2350 consultations, 1400 étaient des consultations externes.

La Pitié Salpêtrière et Tenon reçoivent des patients diabétiques encouragés par leurs diabétologues. Le médecin de la Pitié Salpêtrière développe pour eux des supports de communication afin de les sensibiliser au risque de l'association diabète / tabac.

L'UCT de Bichat reçoit de nombreux patients ayant fait un accident cérébral, adressés par des services spécialisés.

Les principales motivations évoquées pour entrer dans une démarche d'arrêt du tabac sont : la santé, le coût financier, la pression sociale, la dépendance au produit, une grossesse. Le cabinet médical remarque que le monde du travail incite les fumeurs à s'arrêter.

Lors des campagnes de prévention et à l'occasion des augmentations du coût du tabac, les demandes de rendez-vous sont nettement plus nombreuses.

Les tabacologues du cabinet médical, de l'hôpital Tenon et de la Pitié Salpêtrière abordent dans leurs entretiens la consommation d'alcool ou de cannabis.

- Les consommations

Les tabacologues rencontrés interrogent systématiquement les consommations d'autres produits psychoactifs de leurs patients.

Le tabacologue du Cybercrips prend toujours en compte la consommation de cannabis ce qui lui a permis de constater l'émergence d'un nouveau public pour lequel la première consommation est le cannabis et non le tabac.

A l'hôpital Tenon la prévention du cannabis se fait conjointement avec celle du tabac.

Lors d'une consultation à l'UCT de Bichat, tous les types de produits sont abordés. Si un patient a une consommation de cannabis élevée, il est orienté vers l'ECIMUD de l'hôpital. Si sa consommation d'alcool est problématique, il est orienté vers la réunion collective hebdomadaire en alcoologie organisée au sein même de l'UCT.

Au cabinet médical, les consommateurs de cannabis ont entre quatorze et trente ans. Les patients qui utilisent le cannabis comme sédatif sont pris en charge par le cabinet médical. Lorsque des pathologies psychiatriques existent, le médecin oriente son patient.

6.1.8. Le travail en réseau

La consultation tabacologique de l'Hôpital Necker et le Cybercrips sont membres de la plateforme associative Actif / Festif.

A l'hôpital de la Pitié Salpêtrière, les services de diabétologie, de pneumologie et de médecine proposent des consultations de tabacologie. Ces professionnels se réunissent une fois par trimestre pour échanger sur leurs pratiques.

Le médecin du cabinet médical a adhéré à la charte de la Société Française de Tabacologie afin d'intégrer un réseau formel d'échanges de pratiques. Dans le même but, ce médecin alimente le site Internet www.tabacologie.fr, dont la vocation est de devenir un espace d'échanges et d'informations entre tabacologues.

6.1.9. Les difficultés

Pour le tabacologue de l'hôpital Tenon, les fumeurs résolvent par leur consommation de tabac leurs difficultés. Le tabagisme est donc un comportement à réajuster. Or, ce médecin affirme que les thérapeutes comportementalistes ne sont pas suffisamment nombreux pour répondre à cette demande.

Aujourd'hui, la connaissance du grand public sur les méfaits du tabac est nettement plus approfondie, pourtant il existe toujours des craintes non fondées du corps médical sur les substituts nicotiques. Ce tabacologue estime qu'il faut renforcer la formation et/ou la sensibilisation des médecins et des pharmaciens sur les méthodes d'arrêt du tabac, et mieux rembourser les substituts nicotiques.

6.1.10. Les projets

Les projets sont très hétérogènes selon les structures :

- Améliorer le suivi : l'hôpital de la Pitié Salpêtrière souhaite développer un suivi du patient pour éviter les rechutes
- Améliorer l'accessibilité : l'Hôpital Tenon envisage d'ouvrir des consultations à des horaires plus tardifs
- Cibler des publics plus larges : le tabacologue de Necker souhaiterait développer son activité sur l'ensemble de l'établissement
- Etendre le champ d'intervention : les prochaines actions de sensibilisation de l'UCT Bichat associeront systématiquement la consommation de tabac, d'alcool et de cannabis
- Etoffer les types de prises en charge : le regroupement des moyens des hôpitaux Tenon et Saint-Antoine dans le GHU Est vise à mettre en commun les ressources professionnelles en nutrition et TCC.

Bilan

Le sevrage tabagique reste une activité principalement médicale. On note le manque de personnes formées aux TCC et l'approche encore dominante des activités individuelles au détriment d'activités de groupe. L'extension aux autres consommations, notamment alcool et cannabis reste encore limitée bien qu'elle se développe. Dans les hôpitaux, les consultations tissent des liens avec les spécialités médicales et l'action en direction du personnel soignant soit pour lui-même soit pour motiver les patients consultants ou hospitalisés au sevrage tabagique permettent d'étendre l'activité au-delà des consultants s'inscrivant spontanément en consultation. La pression sur le public d'une part, la conviction des médecins d'autre part semblent progresser. Pour autant on note peu de références à des stratégies ou des politiques planifiées. Le travail en réseau qui existe de façon diverse devrait permettre de progresser dans des approches plus coordonnées.

6.2. Le réseau Ville - hôpital Bastille

Paris compte trois réseaux Ville - hôpital, Bastille, Paris Rive Gauche et Paris Nord, créés entre 1992 et 1994 dans le champ sida, à la suite de la directive du Ministère de la Santé (DGS/DH, n°612, 4 juin 1991). Ces réseaux ont étendu leur activité à la toxicomanie en jouant un rôle actif dans la promotion des traitements de substitution aux opiacés pour les usagers de drogues. Ils ont également joué un rôle important dans la formation des généralistes et l'amélioration de l'accessibilité des traitements pour les usagers de drogues demandeurs de soins. Leurs fonctions évoluent au fil du temps en fonction des acquis et des nouveaux enjeux.

Le Réseau Bastille a été créé en 1992 par des professionnels de santé pour favoriser la prise en charge globale et coordonnée des personnes vivant avec le VIH/sida. En 1995, le Réseau Bastille est devenu un réseau "toxicomanie" et a ouvert une consultation sociale dont le rôle est la coordination des recours sociaux des personnes suivies en ville par les membres du Réseau. En 1998, le Réseau Bastille a élargi son champ d'intervention à la question des hépatites. En 2000, le Réseau Bastille a ouvert une consultation de psychologie, et en 2002, une consultation diététique. Ces consultations sont gratuites et réservées aux patients suivis par les membres du Réseau Bastille.

6.2.1. Participants au réseau

Le réseau associe des généralistes, des pharmaciens, des spécialistes, des structures du champ social et des associations intervenant dans le champ des drogues et du VIH comme Emergence, Sida Info Service...

Une réunion mensuelle est organisée autour de l'exposé d'un expert du réseau ou d'un intervenant extérieur, portant sur une histoire clinique ou la vie du réseau. Faire partie du réseau permet de mieux faire face aux difficultés de prises en charge des pathologies complexes, en échangeant informations et expériences.

6.2.2. Activités

Le réseau propose une permanence téléphonique sur le VIH du lundi au vendredi de 9h à 20h et deux consultations gratuites sur rendez-vous le mercredi de 17h30 à 20h30 réservées aux patients suivis par ses membres : une consultation de psychologie et une consultation de diététique.

Le réseau a par ailleurs mené des actions de prévention auprès de lycéens en partenariat avec le Centre Emergence.

6.2.3. Le public

Le nombre d'usagers suivis dans le dispositif est inconnu. Il s'agit d'une donnée très difficile à recueillir en l'absence de fichier commun des patients et du grand nombre de partenaires intervenant dans la prise en charge d'un patient.

Le réseau constate que de plus en plus de patients sont suivis en médecine de ville et que la délivrance de la méthadone est facilitée lorsque les pharmacies d'officine sont membres du réseau.

6.2.4. Les difficultés

Le réseau s'inquiète de la réduction des subventions. Ces deux dernières années un poste de secrétaire et un poste de psychologue ont été supprimés, faisant peser une charge administrative plus importante sur le médecin coordinateur.

Bilan

Réseau de professionnels principalement axé sur la circulation d'informations, l'orientation et le suivi des patients ; le Réseau Bastille ne propose pas d'outils de prise en charge partagés.

6.3. CSST : 110 Les Halles, Cassini, Confluences, Emergence, Horizons, La Corde Raide, La Terrasse, Marmottan, Monceau, Monte-Cristo, Nova Dona, Saint Germain Pierre Nicole, Sleep-In

6.3.1. Les activités

– Consultations

Cassini, Confluences, la Corde Raide et Marmottan ont ouvert des consultations cannabis et travaillent à l'évaluation des consommations des usagers. Pour Confluences et sa consultation « parADOxe » et la Corde Raide, le dispositif des consultations cannabis est venu étoffer une consultation « adolescents » déjà existante. La consultation cannabis de Confluences reçoit sur rendez-vous du lundi au vendredi de 9h à 20h. Le délai d'attente est de deux à trois semaines.

– Traitements de substitution

Tous les CSST rencontrés, à l'exclusion de Monceau, proposent des traitements de substitution. Les dosages diffèrent selon les prescripteurs : peu élevés à Marmottan, élevés au 110 Les Halles. Confluences n'est pas un centre prescripteur mais travaille en partenariat avec Nova Dona et assure un soutien psychologique aux usagers en phase de substitution à l'héroïne.

Si le CSST Monceau n'a développé ni consultation cannabis ni unité de substitution, il propose en revanche un soutien au sevrage tabagique avec des consultations entièrement prises en charge par la Cramif.

- RdR

La définition de ce qu'est la réduction des risques varie d'un centre à l'autre. Parmi ceux qui distribuent préservatifs et brochures certains considèrent qu'il s'agit de RdR, d'autres pas. Corollaire de ce flou, le référentiel RdR semble méconnu : certaines structures estiment qu'il se contente de reprendre ce qui a toujours été fait (Horizons), d'autres ne se sentent pas concernées (la Corde Raide) ou n'en ont pas entendu parler (St Germain Pierre Nicole).

Marmottan, Nova Dona et Horizons proposent un échange de seringues ; le Sleep-In distribue 2000 Stéribox par trimestre ainsi que des outils spécifiques crack, notamment des embouts. La Corde Raide sensibilise au shoot propre. La Terrasse mène des actions de RdR - axées sur la médiation et l'orientation - notamment auprès des prostituées et des consommateurs présents sur les scènes de deal et de consommation du nord-est parisien et distribue préservatifs et embouts pour les crackeurs. L'association gère d'ailleurs une boutique (Boréal) et une équipe de rue (l'IPSSUD).

Une équipe de Aides animera prochainement des permanences RdR au 110 Les Halles.

- Soutien des familles d'usagers

Plusieurs de ces CSST ont développé un travail spécifique en direction des familles. Emergence assure un accueil des parents d'usagers de drogues. Confluences a développé « PARENThèse », un dispositif d'écoute qui leur est spécifiquement destiné. Cassini soutient les parents en difficulté face aux consommations de leurs enfants et leur propose un suivi psychologique et social. Marmottan propose une consultation « familles » qui attire surtout des parents inquiets des jeux compulsifs et des consommations de cannabis et d'alcool de leurs proches. Quant à Monceau, toute la philosophie de son programme d'accompagnement des toxicomanes repose sur la thérapie familiale.

- Conventions Justice

Trois CSST – Monceau, Confluences et La Corde Raide – ont signé le protocole MIN RISK ADDICTIONS, une convention d'objectifs avec le Parquet de Paris. Ces structures interviennent auprès de mineurs et de jeunes majeurs suivis par le tribunal et /ou astreints à des injonctions thérapeutiques ou des obligations de soins. La Corde Raide reçoit ainsi sur classement orientation du Parquet ou décision du juge des enfants, des 13-20 ans, garçons dans 90% des cas, appréhendés pour infraction à la législation sur les stupéfiants.

- Prévention et formation

Plusieurs CSST ont développé des actions de prévention et de formation.

La consultation jeunes - et donc la consultation cannabis - de la Corde Raide appartient à une unité de prévention. Cassini intervient dans un lycée en partenariat avec le Crips pour des interventions de prévention des conduites addictives. Confluences intervient en collèges et lycées et assure parfois des actions plus ponctuelles type journée porte ouverte, actions spécifiques dans le 13^{ème} ou le 14^{ème}. Emergence dispose d'une équipe mobile de prévention et propose des formations sur les produits psychoactifs. Nova Dona dispense des formations sur le soin et l'accompagnement auprès de professionnels. Monceau est un organisme de formation professionnelle.

6.3.2. Le public et les consommations

– Le public

Selon les CSST, les usagers rencontrés ont de 17 à 58 ans et viennent d'horizons sociaux divers : des personnes insérées socialement, des sans-abri fréquentent ces centres. Au-delà de cette hétérogénéité, les treize CSST rencontrés soulèvent des tendances communes. Plusieurs constatent une augmentation de la part des 18-24 ans mais aussi des plus de 40 ans. Tous évoquent la prédominance masculine - autour de 80 % - même si la part des femmes progresse dans plusieurs des files actives. Poly-consommations et co-morbidités psychiatriques sont également au centre des préoccupations, sources de troubles du comportement et de violences. Les problèmes de logement sont récurrents. En revanche, le taux de couverture maladie des usagers est bon.

Un grand nombre d'usagers de drogues sont dans des situations personnelles, économiques et familiales très difficiles. L'hébergement est souvent précaire - squatt, foyer d'urgence, hôtel, tiers - voire inexistant. 110 Les Halles, le Sleep-In et la Corde Raide notamment évoquent leurs patients sans abri. Face à ces situations de fragilité, les CSST Confluences, Horizons, Nova Dona, Sleep-In, Saint-Germain Pierre Nicole et La Terrasse offrent quelques places en Appartements de Coordination Thérapeutique, foyers ou hôtels. D'autres comme Marmottan, 110 les Halles, la Corde Raide développent un service social appuyé et font le lien avec les structures de droit commun (RMI, hébergement ...).

Le CSST Horizons, dans une optique de soutien à la parentalité, vise le public spécifique des parents et futurs parents toxicomanes : femmes enceintes, mères et couples avec enfants. Une équipe qualifiée assure des prestations à l'intention des enfants de ces parents usagers de drogues.

La Corde Raide intervient également en détention, essentiellement à Fleury-Mérogis.

– Les consommations

L'alcool et les poly-consommations sont cités par tous les CSST. Le cannabis et les opiacés sont toujours au premier plan mais plusieurs centres considèrent que l'héroïne est en baisse tout comme le recours à l'injection. Marmottan nuance cet avis et considère que le recours au shoot reste préoccupant car il concerne notamment des jeunes.

La plupart des CSST rencontrés notent la généralisation de la consommation de cocaïne, qu'elle soit chlorhydrate ou base. Quant au crack, il n'est pas cité par les seuls établissements du nord-est parisien : Marmottan dans le 17^{ème}, St Germain Pierre Nicole dans le 5^{ème}, Confluences dans le 13^{ème} l'évoquent et la Corde Raide dans le 12^{ème} le rencontre sous son appellation « free base ».

Parmi les produits utilisés les CSST citent également les médicaments (benzodiazépines, Artane®, Skénan®), le détournement de Subutex® et même le LSD, cité par les CSST Monceau et Marmottan. Monceau a également constaté des pratiques d'injection de speedball (cocaïne + héroïne).

Notons que Marmottan et Emergence s'intéressent également aux addictions sans produit : Internet, jeu pathologique, jeu vidéo...

6.3.3. Le VHC

La prévalence du VHC chez les patients des CSST rencontrés semble variable : 33% des patients de Horizons, 25% des patients ayant fait le dépistage à la Corde Raide, 53% des patients de St Germain Pierre Nicole, 60% de ceux du Sleep-In.

La Terrasse estime que le dépistage du VHC est, d'une manière générale, insuffisamment systématisé, ce que confirme le CSST 110 Les Halles dont 40% des patients n'ont jamais fait le dépistage. Face à ce manque d'information, les pratiques divergent : Emergence et Pierre Nicole pratiquent le dépistage systématique ; Confluences n'interroge pas systématiquement ses patients sur leurs sérologies ; Monte Cristo incite au dépistage régulier et assure le suivi de ses patients séropositifs au VHC. Horizons souligne que les données épidémiologiques concernant le VIH et le VHC ne sont plus demandées par la Ddass.

Certains CSST comme Monte Cristo, assurent une prise en charge *in situ*. A Cassini, l'intégration du centre au CHU Cochin facilite la prise en charge et permet la gratuité des soins. Le 110 Les Halles dispose de la présence d'un hépatologue de Necker, à raison de sept heures par semaine. Marmottan a une convention du même type avec la Pitié qui met à sa disposition un spécialiste tous les quinze jours. Dans ce cadre, des tests de la fibrose hépatique sont réalisés gratuitement. Par ailleurs, une médiatrice de santé est chargée de favoriser l'accès aux traitements des hépatites.

Le Sleep-In, conscient de la difficulté pour certains usagers de drogues de se rendre à l'hôpital pour suivre un traitement VHC, est en recherche de financements pour recruter un hépatologue. Emergence et Horizons ont des analyses similaires. Emergence estime que la prise en charge sur place est nécessaire pour assurer un meilleur suivi et parce que les conditions hospitalières sont peu adaptées au public toxicomane. Horizons souligne que, malgré l'amélioration des conditions d'accueil des usagers positifs au VHC à l'hôpital, des progrès restent possibles. L'équipe regrette l'absence de lobbies qui pourraient influencer sur les politiques publiques en matière de VHC comme cela a été le cas en matière de VIH.

Horizons, Marmottan et le 110 les Halles ont formé leurs équipes à la question du VHC.

6.3.4. Le travail en réseau

La plupart des CSST rencontrés semble considérer que les médecins de ville ne sont pas suffisamment sensibilisés à la question des toxicomanies et qu'ils n'ont pas de culture de réseau. Toutefois, Emergence participe à des réunions d'échanges de pratiques avec des généralistes et des travailleurs sociaux. Plusieurs CSST portent un regard critique sur les délivrances de Subutex® par les généralistes. Cassini rencontre des patients suivis en médecine de ville qui s'orientent vers le CSST, de leur propre initiative ou sur le conseil dudit généraliste, pour bénéficier d'un suivi plus approprié.

La Corde Raide travaille auprès des détenus avec le concours de différentes structures pour des post-cures et des placements extérieurs. Le centre fait également partie du réseau Paris Nord. Confluences appartient au réseau Paris Rive Gauche et participe aux réunions d'échanges de pratiques organisées par la Mildt. La Terrasse a choisi de conventionner ses

rapports avec ses partenaires de droit commun : Emmaüs, le Samu social, CHRS, Petits Frères des Pauvres ...

Quatre CSST ont développé un travail en partenariat permettant de valoriser les compétences spécifiques de chacun. Il s'agit de Monte Cristo, Nova Dona, Confluences et Emergence. Cassini à l'intérieur du CHU Cochin et le Sleep-In, membre de l'association SOS DI soulignent que leur appartenance à une structure ou à un ensemble de structures facilite leurs échanges partenariaux.

Le Dispositif d'Appui à la Périnatalité et aux Soins des Addictions (DAPSA) de Horizons propose aux professionnels intervenant auprès de femmes enceintes dans un contexte d'addictions une coordination « maternité et conduites à risques » destinée à favoriser les échanges et la formation entre les structures.

La Terrasse organise, grâce à son Equipe de Liaison Psychiatrique (ELP), un travail de liaison pour faciliter l'orientation des patients et l'évaluation de la gravité des problématiques associées ou non à leur toxicomanie. Cette mise en réseau de la psychiatrie, de l'hôpital et des CSST permet de faciliter l'accès aux soins psychiatriques des usagers de drogues transitant par le 18^{ème} arrondissement en renforçant la collaboration des services cliniques avec les différents partenaires : CSST, bas seuil, Ecimud, services pénitentiaires, institutions publiques ...

6.3.5. Les difficultés

Parmi les difficultés auxquelles se confrontent les CSST, plusieurs citent les problèmes d'hébergement, les co-morbidités psychiatriques, les poly-consommations et les violences de leurs patients. Monte Cristo indique par ailleurs souffrir d'un turnover très important des infirmiers qui complique le manque de formation initiale et continue de ces personnels en matière d'addictions. Cassini et la Corde Raide ont du mal à faire face aux demandes croissantes des usagers de cannabis : le premier voudrait diminuer le délai d'attente (actuellement d'un mois) et le second souhaiterait bénéficier de moyens plus importants.

Enfin, Monceau ne pratiquant ni substitution, ni soin somatique ni RdR craint de perdre son label CSST.

6.3.6. Les projets

Monte Cristo, Horizons, le Sleep-In et la Corde Raide s'investissent dans la prise en charge *in situ* des patients positifs au VHC.

St Germain Pierre Nicole voudrait développer une unité d'accueil pour les usagers sortant de prison et la Corde Raide souhaite élargir ses interventions en détention à la Maison d'Arrêt des Femmes de Fleury-Mérogis. St Germain Pierre Nicole aimerait également développer des partenariats interrégionaux pour proposer des séjours de rupture.

Bilan

Sous une dénomination commune, les CSST ont des projets avec des orientations différenciés, des publics et des pratiques très hétérogènes. Ils ont des préoccupations communes autour des poly-consommations, des co-morbidités psychiatriques et des problèmes d'hébergement avec des solutions très limitées et peu organisées. Concernant l'hépatite C, la prise en charge sur site en lien avec des services hospitaliers se développe mais les pratiques en matière de dépistage restent non systématiques. Chaque structure noue des partenariats sur quelques points spécifiques, notamment dans le domaine social. Cependant, on ne note aucune mention d'activité d'insertion professionnelle. Seuls deux centres mentionnent des liens avec des réseaux de généralistes. Les liens avec le milieu carcéral sont peu développés. L'implication dans le tissu local semble limitée.

6.4. L'Ecimud de l'hôpital Bichat

6.4.1. Les activités

Le rôle de l'Ecimud est de faciliter le partage des compétences au sein de l'hôpital et ainsi de favoriser une meilleure prise en charge du patient usager de drogues. Elle a également pour rôle d'organiser une continuité des soins entre la ville et l'hôpital.

L'Ecimud forme les différents personnels de l'hôpital aux problématiques des addictions lors de la semaine de formation mise en place pour les nouveaux salariés.

Elle informe les usagers et met à leur disposition des préservatifs, des flyers et brochures. Elle gère en outre un parc de Distribox en partenariat avec SAFE.

6.4.2. Le public et les consommations

L'Ecimud reçoit des anciens consommateurs d'héroïne âgés de 40 à 50 ans. Il s'agit d'un public qui ne présente pas de problèmes psychiques, inséré socialement et professionnellement. En parallèle, l'Ecimud constate aussi l'apparition d'une population âgée en moyenne de 30 ans, en situation de précarité ou en errance faisant usage de tout type de substances : produits de substitution non prescrits, héroïne, cannabis, alcool, cocaïne, benzodiazépines dont le Rivotril®. Ce public est décrit comme violent et agressif.

Le dépistage du VHC est systématiquement proposé. Le bilan peut être effectué au sein de l'Ecimud grâce à la collaboration avec un hépatologue.

6.4.3. Les difficultés

L'insuffisance de lits de repos et de lieux d'hébergement temporaire est la principale difficulté rencontrée.

La grande précarité des patients engendre très souvent des difficultés lors du suivi et de l'accompagnement du traitement.

L'Ecimud déplore l'insuffisance de rencontres, d'échanges et de partages d'expériences avec ses partenaires y compris au sein du réseau toxicomanie Ville – Hôpital Paris Nord.

6.4.4. Les projets

L'Ecimud a en projet l'ouverture d'une consultation cannabis.

7. Réduction des Risques :

Asud, Hépatites Info Service, Arcat, l'AFR, Techno Plus, Aides, Ego, la Boutique 18 et la Boutique Beaurepaire

Les structures de RdR rencontrées sont très diverses quant à leurs objectifs, publics et activités. Par ailleurs le cadre des entretiens était également différent : Asud, Hépatites Info Service et Arcat ont été interrogées sur leurs activités en matière d'hépatite C ; l'AFR, Techno Plus, Aides, Ego, la Boutique 18 et la Boutique Beaurepaire ont été interrogées sur leurs activités générales.

7.1. Les activités

Les activités de RdR sont désormais encadrées par un référentiel. Les structures concernées sont principalement des associations qui mènent, en plus de leur activité auprès des usagers, des activités d'auto-support et de lobbying en faveur de la RdR. Certaines sont en première ligne et réalisent un travail de rue.

L'Association Française pour la Réduction des Risques a été associée, avec des professionnels, des associations de lutte contre le sida et d'usagers de drogues, à l'élaboration du référentiel de la RdR.

Ce document, reconnu par tous comme une avancée en matière de politique publique suscite toutefois encore des réserves. Asud regrette le manque de références aux associations d'auto-support. L'AFR et Techno Plus contestent l'interdiction du testing et l'interdiction faite aux acteurs de prévention usagers ou ex-usagers d'être sous l'effet d'un produit durant une intervention.

Asud mène des interventions de prévention en milieu festif, Techno Plus intervient à la demande des organisateurs dans les soirées et Free Party, sur un rayon de 300 à 400 km autour de Paris. Sous une tente militaire, un chill out est aménagé et met à disposition préservatifs, éthylotests, flyers, pailles à usage unique, etc.

A Asud, les demandes d'informations les plus fréquentes concernent les produits (effets recherchés, effets réels) et l'existence de réseaux (groupe d'usagers pouvant parler d'un produit ou partager la même expérience). Les demandes liées à l'initiation d'un traitement de substitution sont en nette diminution. Par contre les demandes sur la législation sont en augmentation constante (test lié à l'embauche, proche incarcéré).

Techno Plus répond aux demandes des usagers par e-mail, oriente des personnes et aide au montage d'associations. Pour aller à la rencontre des usagers, Aides s'est dotée d'un bus et d'une équipe mobile. Les intervenants y proposent un accompagnement, une orientation et une information sur l'accès aux soins et l'ouverture de droits. Des actions sont mises en place pour informer et sensibiliser les usagers aux divers risques infectieux induits par leurs consommations.

La Boutique 18, Beaurepaire et Ego proposent un espace d'accueil, d'hygiène, un espace soins, un accompagnement social et un programme d'échange de seringues, de distribution de matériel stérile, des préservatifs et des plaquettes de prévention.

Asud réalise des formations auprès des structures de soins et des écoles d'éducateurs. L'association publie une revue, des plaquettes et des flyers. Ego édite un journal et propose des formations. Techno Plus diffuse des plaquettes d'information.

Asud organise avec l'AFR depuis 2004 les Etats Généraux des Usagers de la Substitution (EGUS).

7.2. Le public et les consommations

Si certains usagers fréquentent les structures de soins, d'autres préfèrent se rendre dans les boutiques. Toutefois comme le souligne Asud, certains usagers, issus des milieux festifs et urbains, restent mal connus des structures spécialisées.

7.2.1. Le public des boutiques

Il s'agit principalement d'un public masculin, en grande précarité - on compte beaucoup de SDF - âgé de 30 à 45 ans. Outre leur public de nationalité française, Beaurepaire et la Boutique 18 rencontrent un grand nombre d'étrangers, notamment d'Europe de l'Est, et en situation irrégulière.

La plupart des usagers a effectué des séjours en prison et beaucoup d'entre eux présentent des co-morbidités psychiatriques. Les structures constatent une dégradation notable de la situation sanitaire des personnes, en particulier celle des femmes, souvent prostituées.

Les files actives se renouvellent régulièrement pour des raisons diverses : expulsions, départs en province ou à l'étranger, entrées en prison. Toutefois, la Boutique 18 observe qu'un nombre important « d'anciens » continue de fréquenter le lieu.

Les principales consommations sont l'alcool, le crack (notamment dans le 18^{ème}), les benzodiazépines avec une augmentation de l'usage de Rivotril®, de Skénan®, d'Artane® et de Subutex® (autour des Halles, surtout) et parfois des drogues de synthèse (ecstasy).

Si EGO compte un tiers d'injecteurs, la plupart des structures fait état d'une diminution du nombre de seringues distribuées et récupérées, notamment autour des Halles. Les structures

craignent que cette baisse visible corresponde plus à une volonté de l'utilisateur de ne pas être identifié comme toxicomane qu'à une réelle diminution des injections. Les structures redoutent que cette clandestinité augmente les risques d'infections et de contaminations.

7.2.2. Le public du milieu festif

Les jeunes fréquentant l'espace festif sont issus de toutes les catégories sociales. Ils sont âgés de 18 à 25 ans en moyenne, mais certaines structures rencontrent des plus jeunes âgés de 15 à 17 ans.

Les poly-usages sont fréquents cannabis et alcool notamment, mais aussi ecstasy, amphétamines, hypnotiques, speed-ball et même cocaïne base. Les usages de kétamine, de LSD et de cocaïne sont en augmentation et certains consomment de la « rabla » sans savoir qu'il s'agit d'héroïne, en descente, pour gérer les effets des autres produits. Enfin l'injection bien que présente, est occasionnelle et mal perçue, ce public préférant « sniffer » et « gober ».

7.2.3. Le public du milieu urbain

Il s'agit d'un public très précarisé : des sans domicile fixe, des squatteurs, âgés de 35 à 40 ans, des hommes pour la plupart. Ils sont poly-toxicomanes, font usage des mêmes produits que le public du milieu festif. Aides et Beaurepaire observent une forte pratique de l'injection notamment pour ce qui est de la consommation d'héroïne et de Subutex®.

Par ailleurs Aides constate l'émergence de deux nouveaux groupes. D'une part des injecteurs très jeunes âgés de 17 à 20 ans et comptant un fort pourcentage de femmes, en pleine découverte des produits et parfois en rupture familiale, et d'autre part des ressortissants d'Europe de l'Est, coupés des institutions et marginalisés. Ces populations sont très mobiles ce qui rend difficile la création de liens durables. Mais Aides a aussi réussi à tisser un lien de confiance avec certains usagers qui fréquentent régulièrement le bus et l'équipe mobile.

Les structures observent également que ces nouveaux usagers ignorent totalement la réduction des risques et qu'il n'existe pas pour eux de relais avec les pairs.

7.3. Le VHC

Selon les structures parisiennes 70% à 80% des usagers vivraient avec le VHC et moins de 40% seraient co-infectés au VIH. Aussi sont-elles particulièrement attentives à cette situation.

Le public qui fréquente Arcat est majoritairement touché par le VIH/sida. Le nombre de personnes vivant avec une hépatite virale avec ou sans co-infection atteint près de 15%. Arcat intervient en matière de VHC sur son site d'accueil, au Service des maladies infectieuses de l'hôpital Cochin et en entreprise.

Le taux de contamination parmi les usagers de crack est inconnu. Ego estime qu'il est probablement élevé. En effet, les injecteurs ou anciens injecteurs sont nombreux, et la voie

fumable est aussi un vecteur important de transmission du VHC. C'est pourquoi Ego a pris l'initiative de l'élaboration d'un « kit base »¹³, outil de prévention du VHC et du VIH.

Hépatites Info Service élabore et diffuse des plaquettes, des brochures qui expliquent les modes de transmission du virus. Son activité principale est son service de téléphonie sociale anonyme, confidentiel et gratuit. Parmi les appelants, 4% se déclarent usagers de drogues.

Beaurepaire, en partenariat avec un CDAG, fait en sorte que le dépistage puisse s'effectuer sur site. L'équipe accompagne ensuite la personne pour les résultats.

En collaboration avec SOS Hépatites, Asud a effectué en 2005 une enquête dont l'objectif était de connaître les représentations des usagers sur les hépatites virales. Il semble que deux facteurs déterminent les réponses : l'âge de la personne et l'existence d'un dépistage.

Affirmant l'existence des problèmes d'accès aux soins, Asud évoque différentes causes :

- certaines équipes médicales souhaitent que le patient interrompe toute consommation de produit ;
- certains usagers ont des idées reçues quant au dépistage et au traitement ;
- le fibrotest n'est pas remboursé ;
- la lourdeur du traitement, l'effet dépressogène de l'interféron pèsent également lourd dans cette réticence.

Asud affirme également que sur les patients ayant été traités, près de 60% des « mono » infectés, sont « guéris », et il en est de même pour 25% des co-infectés. Pour les autres, on peut difficilement parler d'échec si l'on tient compte du fait que la prise d'Interféron permet de stabiliser, voire même, de faire régresser les lésions du foie et les cirrhoses.

7.4. Le travail en réseau

Techno Plus a entrepris de créer avec douze autres structures une fédération d'associations intervenant dans le milieu festif afin d'harmoniser leurs pratiques et d'asseoir leur présence dans les différentes manifestations.

Hépatites Info Service fait régulièrement appel à l'association Asud pour la formation de ses écoutants.

En outre, la très grande précarité des usagers, amène toutes les structures à développer des partenariats avec les structures de droit commun ou d'insertion comme l'association Parcours ou la CPAM qui tient une permanence à Beaurepaire.

Des partenariats interrégionaux avec d'autres centres et des familles d'hébergement sont observés. Ils permettent de favoriser la resocialisation en proposant à l'usager un séjour de rupture.

7.5. Les difficultés

Les structures relèvent trois difficultés majeures : le manque de moyens, de personnel et de locaux adéquats ; la difficulté à faire face quotidiennement à la misère sociale grandissante ; le manque de lieux d'hébergement adaptés et le mauvais accès à la couverture sociale.

¹³ Le « kit base » comprend : doseur, tampons alcoolisés, embouts, crème cicatrisante, préservatif, gel lubrifiant, feuille d'aluminium.

Elles soulignent une augmentation des prises de risques des usagers, injecteurs ou non. Les structures estiment que cette augmentation a diverses origines. D'une part la répression policière, la fermeture de squatts, les décisions politiques en matière de prostitution ; d'autre part la dégradation des conditions socio sanitaires des plus précaires.

7.6. Les projets

Le dispositif de première ligne évolue. Aides et les deux Boutiques de l'association Charonne feront prochainement partie du dispositif Caarrud.

Ego ouvrira courant 2006 un CSST consacré aux consommateurs de cocaïne base et poly-toxicomanes en errance.

Aides tiendra début 2006 une permanence au sein du CSST « 110 Les Halles ».

Ego, Arcat, et les deux Boutiques ont en projet de développer des actions auprès des femmes prostituées et usagères de drogues.

Les structures « bas seuil » envisagent de développer les actions de rue, afin de suivre au plus près les changements de scènes.

Hépatites Info Service souhaiterait développer des campagnes de communication VHC auprès des usagers occasionnels.

Bilan

La RdR parisienne est axée sur une population très désinsérée et vulnérable dont les difficultés sont majorées par les problèmes de logement, l'illégalité du statut de résidence, la prostitution. L'injection diminue mais la gravité des situations perdure en raison du crack et des mélanges massifs de produits. Cette population est très mobile. Les réponses en équipe de rue à la base de « l'outreach work » semblent insuffisamment développées pour atteindre ces publics ou répondre à des besoins spécifiques, notamment ceux des femmes. Il est peu fait état de liens avec les soins spécialisés en toxicomanie.

8. Formation :

Institut Prévention Formation (IPF), Association Alcool Assistance (AAA), Pôle Ressource National Médecine Générale et Conduites addictives (PRN)

En Île-de-France, les principaux acteurs de la formation dans le domaine des addictions sont notamment l'Ufanit (Unité de formation de l'Anit), l'association Sert-Marmottan, et l'Irema (Institut de Recherche et d'Enseignement des Maladies Addictives).

L'Ufanit est une émanation de l'Anit, réseau des intervenants en toxicomanie, et intervient dans des domaines tels que la psychologie, la biologie, la sociologie, l'histoire, la législation, la thérapeutique. Elle propose des formations et des congrès à destination des intervenants en toxicomanie et du grand public.

L'association Sert-Marmottan est née en 2002 de la fusion de l'association Marmottan, créée en 1975 par le Pr. Claude Olievenstein et de l'association Sert (Société d'Enseignement et de Recherche en Toxicomanie). Elle vise à répondre aux besoins de formation des professionnels concernés par les problèmes d'addictions et propose des journées d'études, des stages de formation, des programmes de sensibilisation, des programmes de formation personnalisée, des interventions ponctuelles et des journées spécifiques.

Quant à l'Irema, il propose des formations approfondies théoriques et cliniques dans le domaine des addictions, des formations ciblées selon les champs d'intervention, des formations aux pratiques relationnelles et des journées d'études thématiques.

Au niveau universitaire, l'université Paris 12 Créteil, propose une licence à dominante prévention santé accessible sur VAE (Validation des Acquis de l'Expérience). L'UFR Sciences de l'éducation et sciences sociales, en collaboration avec l'INFA (Institut National de Formation des Adultes) propose, pour des étudiants salariés, une licence générale pour permettre une réorientation professionnelle.

Dans le cadre de la réalisation de cette mission d'observation, le Cirdd Île-de-France a rencontré des acteurs dont la formation dans le domaine des addictions n'était pas l'activité principale mais qui l'ont développée en réponse à des besoins spécifiques.

8.1. Les activités

L'Institut Prévention Formation (IPF) a mis en place une formation diplômante qui vise à reconnaître l'expérience des professionnels par le biais de la VAE (Validation des Acquis d'Expérience).

De plus, l'IPF intervient en appui de dispositifs de prévention et forme des personnes relais. Ainsi, dans le cadre du programme PARME (Prévention des Addictions et des conduites à Risque en Milieu Etudiant), outre la formation des délégués de prévention départementaux de la Cramif, l'IPF a formé des étudiants et élaboré un référentiel pour l'organisation de

soirées visant à dénormaliser l'alcool et à augmenter les compétences des organisateurs de soirées dans le domaine de la prévention.

Depuis 2000, à la demande du Rectorat de Versailles, l'IPF intervient dans la prise en charge des problèmes liés à l'alcool. Des groupes de travail ont été constitués sur le thème de la gestion des personnes en difficulté avec l'alcool. Des acteurs relais ont été formés et une sensibilisation auprès des chefs d'établissement a été effectuée.

Le PRN Médecine Générale et Conduites addictives répond au besoin de compétences et d'expertise en matière de pratique médicale ambulatoire dans le domaine des consommations de produits licites et illicites dans le champ du soin et de la prévention. Il propose aux médecins généralistes des formations adaptées, une aide méthodologique pour le montage de dossiers administratifs et un soutien à la création et à l'animation de réseaux. Le PRN est une structure nationale qui s'appuie sur des relais locaux. Le PRN a organisé en 2005 une journée d'échanges et de rencontres.

Au sein du PRN, trois commissions, composées de médecins généralistes et de spécialistes, sont chargées de réaliser des outils de prévention ou de prise en charge. Les thèmes, choisis en concertation avec les besoins des médecins et suivant les objectifs de la Mildt, portent sur le repérage précoce et la prise en charge des consommations problématiques notamment d'alcool, et l'information sur la dépendance aux opiacés.

Le PRN a mis en place un service de télé expertise (0 820 222 326) : il permet aux médecins d'obtenir les conseils d'un confrère dans le cadre de leurs consultations.

L'AAA est une association de bénévoles œuvrant pour la prévention et la prise en charge de l'alcoolisme. L'AAA propose des formations en entreprise sur les produits psychoactifs et aborde des thématiques telles que les représentations liées aux produits, le cannabis, les risques liés à la consommation, l'alcoolisation fœtale. Ces formations facilitent l'élaboration de plans de prévention.

Alcool Assistance intervient parfois dans la formation initiale des infirmiers.

Alcool Assistance met en place des consultations dans le cadre des injonctions thérapeutiques et collabore avec la Sécurité routière, les sociétés d'autoroute, la police et le Procureur dans le cadre de la composition pénale.

L'AAA dispose également d'une ligne d'écoute à travers Datis.

8.2. Les difficultés et les projets

Le PRN tout comme l'AAA peinent à répondre aux demandes croissantes de formation ou d'ingénierie de projet.

Le PRN souhaite développer un axe de recherche en partenariat avec l'OFDT et l'AAA la prévention à la ré-alcoolisation.

9. Milieu du travail et entreprises :

Le Centre médical du travail inter-entreprise de l'ouest parisien (CMTIE-OP), L'association Entreprise et Prévention, Pernod Ricard, Total

9.1. Les actions envers les salariés

9.1.1. Prévention

Pernod Ricard et Total ont mis en place des plans de prévention des consommations d'alcool liées au risque routier. Les accidents de la route sont en effet la première cause d'accidents mortels du travail pour Total. Le groupe s'est donc engagé depuis 2002 dans un plan quadriennal dont l'objectif est de réduire de 60% la fréquence des accidents pendant le temps de travail. Un guide de maîtrise des risques liés à la circulation sur site est diffusé dans l'ensemble du groupe et un réseau de correspondants chargés de la prévention du risque routier a vu le jour en 2005. Une formation « Hygiène - Santé » est également proposée aux directeurs d'opérations, aux responsables hygiène - sécurité et environnement, aux médecins du travail et aux responsables des ressources humaines.

Pernod Ricard développe des actions de communication via intranet, informant de l'actualité de la prévention et du cadre légal en matière d'alcool. Un suivi de l'accidentologie est également effectué par le service des Ressources Humaines. Un code de « bonne conduite » est signé par l'ensemble des salariés. Le groupe propose, en outre, un dispositif de co-voiturage et distribue des éthylotests lors des manifestations internes.

Dans les autres entreprises rencontrées, on ne trouve pas de tels plans de gestion globale des risques liés à la consommation d'alcool. Les personnels souffrant de dépendance alcoolique ou se présentant en état d'ébriété sont traités au cas par cas. Certaines entreprises ont suivi dans cette éventualité une formation sur l'approche de l'alcoolisme en entreprise.

Le CMTIE-OP en collaboration avec la Cramif et le Crésif propose à ses entreprises adhérentes des expositions sur l'alcool dans les espaces de restauration collective et met en place des campagnes d'information sur le tabac qui débouchent parfois sur des chartes anti-tabac.

9.1.2. Médecine du travail

Le CMTIE-OP propose systématiquement une évaluation des consommations d'alcool en visite annuelle de suivi des salariés et des prises de sang pour les personnes ayant des métiers à risque. Les personnes présentant un usage problématique d'alcool sont orientées vers des structures spécialisées.

9.2. Les actions des entreprises en direction du public

Les entreprises ayant des responsabilités particulières par rapport au risque alcool sur la route développent des partenariats de prévention, avec pour cible prioritaire les 15-25 ans.

Ainsi, en partenariat avec la Prévention Routière, Total mène des campagnes de sensibilisation : kits de « bonne conduite » distribués sur les aires d'autoroutes, courts métrages « questions de conduites », diffusés sur une chaîne privée de télévision.

En partenariat avec les associations de co-voiturage, Pernod Ricard mène des actions de prévention par la diffusion d'outils réalisés par Entreprise et prévention à destination des conducteurs et des passagers.

Entreprise et prévention est une association d'alcooliers luttant pour la prévention du risque alcool par la promotion d'une consommation responsable. Elle diffuse des bandes dessinées, des affiches, des vidéos. L'association propose trois programmes spécifiques. « Soif de Vivre » cible les jeunes, le « Conducteur désigné » veut inciter à adopter un comportement non producteur de risque sur la route, enfin « Carton bleu » qui s'adresse aux supporters.

Ces structures sont favorables aux opérations de type « Capitaine de soirée » ou « Conducteur désigné » qui suscitent des réserves voire une franche opposition de la part de certains acteurs de prévention qui dénoncent la déresponsabilisation des non conducteurs qui consomment ainsi beaucoup d'alcool.

10. ELEMENTS DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS

Ce chapitre présente une synthèse des observations, rassemblées par produit et par type de structures. En effet, il est apparu au cours de ces rencontres, que plusieurs thématiques étaient récurrentes, renvoyant à des préoccupations communes des structures, à des évolutions similaires de leurs publics ou de leurs pratiques, ou encore à des actions communes.

10.1. CANNABIS

10.1.1. Le dispositif

- Les CSST semblent être les structures électives pour l'implantation de ces consultations, ceux qui n'en proposent pas encore envisagent d'en ouvrir.
- L'activité de la consultation jeunes consommateurs est majoritairement confiée à des psychologues, parfois à des éducateurs, conformément au cahier des charges de la Mildt.
- Certaines structures estiment que le cadre de la MILDT est trop rigide, notamment pour ce qui concerne le nombre de séances ou la nature de l'intervention qui y est proposée. Elles souhaitent un assouplissement du cahier des charges pour proposer un suivi plus long et d'autres activités.

10.1.2. La consultation

- La représentation des professionnels quant aux consultations « jeunes consommateurs de cannabis et autres substances » a évolué. L'entrée spécifiquement cannabis a laissé place à une approche sur les jeunes et leurs consommations en général.
- La recommandation d'utilisation d'outils validés n'est pas toujours suivie. Certaines consultations créent leur propre questionnaire d'évaluation ou utilisent le questionnaire d'autres structures.

10.1.3. Les partenariats

Les structures collaborent avec l'Education Nationale et souhaitent que cette collaboration se fasse sur du long terme.

10.1.4. Le public

- La campagne cannabis a d'abord fait venir un public trentenaire avec une consommation abusive de cannabis qui ne fréquentait jusqu'alors aucune structure spécialisée.
- D'une structure à l'autre le public des consultations cannabis est souvent identique.
- Une part importante des adolescents vient sous la contrainte, orientée par l'Education Nationale ou dans le cadre d'une injonction thérapeutique.
- Les files actives sont majoritairement masculines.
- Les consultations développent des prises en charge conjointes du tabac et du cannabis.

10.1.5. L'application de la loi

- Les procédures pénales portent essentiellement sur le cannabis.

10.2. TABAC

10.2.1. Les consultations

- Les consultations de tabacologie utilisent toutes les mêmes outils d'évaluation des consommations, de diagnostic et de prise en charge – dossier de consultation tabacologique, tests de Fagerström ou HAD, Co-testeur, substitution nicotinique, entretien motivationnel, etc...
- Les délais d'attente sont longs mais l'absentéisme des consultants est important. Certaines structures souhaitent proposer des horaires mieux adaptés au public.
- Les actions de prévention à destination du personnel des structures, des diabétiques et des femmes enceintes se développent.
- Les consultations peuvent être individuelles ou en groupe.
- De plus en plus de consultations de tabacologie proposent aussi une évaluation de la consommation d'alcool et de cannabis (co-consommations majoritaires).

- Les campagnes nationales ont un impact sur la fréquentation des consultations.
- Les opinions des responsables des consultations sont hétérogènes quant à la gratuité des patchs dans le cadre des prises en charge.

10.3. ALCOOL

Ces remarques portent sur l'activité « prévention » des structures rencontrées :

- Les entreprises ayant mis en place des actions de prévention, abordent l'alcool à travers les risques au volant.
- La prévention à destination des femmes enceintes se développe.
- Les avis sont partagés quant à la pertinence du dispositif « Capitaine de soirée » ou « Conducteur désigné ».

10.4. TOXICOMANIE, SOINS ET REDUCTION DES RISQUES

10.4.1. Les CSST

- Les relations avec la médecine de ville sont inégales.
- Plusieurs CSST interviennent en milieu carcéral.
- Les CSST développent des activités et des partenariats avec des institutions du champ social.
- L'activité de RdR est très hétérogène d'une structure à une autre.
- Les files actives des CSST se féminisent.
- Le public fréquentant les structures est pratiquement identique ; il s'agit d'un public vieillissant (35-45 ans) présentant des co-morbidités psychiatriques, parfois violent, précaire, poly-consommateur, et souffrant de maladies somatiques.

10.4.2. Les structures « bas seuil »

- Les acteurs de la RdR tiennent à la dimension sociale de leur activité qui comporte un accompagnement social des usagers et un travail de réinsertion.
- Les actions à destination des femmes se développent.

10.4.3. Les Réseaux Ville Hôpital

- Ils développent des actions à destination des femmes enceintes sur le thème du tabac et de l'alcool.

10.4.4. Toutes structures confondues

- L'insuffisance de l'offre d'hébergement social est régulièrement évoquée.
- Les structures estiment que la formation des professionnels médicaux et sociaux est insuffisante en matière d'addictions.

- Les structures ont mal appréhendé l'arrivée du crack.
- Les structures développent un intérêt sur les addictions sans produit.
- Les actions à destination des prostituées et des crackeurs se développent.
- Un rajeunissement du public de l'espace festif est observé.
- Une population âgée de 20-25 ans émerge, sans domicile fixe, issue du milieu techno, poly-consommatrice.
- Les structures constatent que certains jeunes, injecteurs occasionnels, ne se sentent pas toxicomanes et ne connaissent pas le dispositif de RdR.
- Les prises de risques vis à vis du risque infectieux sont encore nombreuses.
- Les consommations de LSD, de benzodiazépines et de cocaïne sont en augmentation.
- Le mésusage ou le détournement de médicaments tels que les benzodiazépines, l'Artane®, le Skénan® et le Subutex® est en augmentation.
- Majoritairement les structures observent une baisse de la pratique de l'injection, bien qu'elle soit observée chez les jeunes en milieu urbain de manière occasionnelle.

ANNEXE :

**STRUCTURES RENCONTREES
DANS LE CADRE DE L'ENQUETE**

110 Les Halles*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Aline Lupuyau
Adresse	110, rue Saint-Denis, 75020 Paris
Tel / Fax	01 55 34 76 20
Mail / Site Internet	aline.lupuyau@groupe-sos.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisé en Toxicomanies
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives et en situation de grande précarité.
Présentation	110 Les Halles a ouvert ses portes en septembre 2004 et fait partie du groupe SOS.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Un espace d'accueil, avec des messages de prévention et des collations,• Des consultations et accompagnement sociaux,• Un espace de repos et d'hygiène,• Des consultations psychiatriques,• Des consultations en hépatologie et maladies infectieuses,• Une prise en charge médicale (prescription et délivrance des traitements de substitution, médecine générale),• Une aide à l'observance VIH, VHC, diabète.
Projets	Création d'une permanence RdR, une fois pas semaine, par AIDES.

* Fiche validée par la structure

AIDES comité régional*

Coordonnées

Responsable / Service	Jean-Christophe Tête, Consultant en méthodologie et évaluation
Adresse	119, rue des Pyrénées, 75020 Paris
Tel / Fax	01 53 27 63 00
Mail / Site Internet	www.aidesidf.com/

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Bas seuil d'exigence
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / RdR / Formation
Effectifs	15
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives et professionnels intervenant auprès des usagers de drogues.
Présentation	<p>Le pôle toxicomanie de AIDES a été créé il y a 13 ans. Aides est présent sur 4 départements :</p> <ul style="list-style-type: none">• 75 : les Halles• 78 : Versailles• 93 : Bobigny, La Courneuve, Aubervilliers, Saint-Ouen, Saint-Denis• 95 : Argenteuil <p>Fait partie du dispositif TREND.</p>
Activités	<p>La structure propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des activités de RdR (programme d'échange de seringues, distribution de matériel stérile, de préservatifs, information sur les conduites à risques), accompagnements,• Des interventions dans les prisons (information collective pour les entrants et sortants sur le VIH et les hépatites),• Des formations auprès des policiers, des gardiens d'immeubles, des club de prévention.
Projets	<p>Mise en place d'une activité de rue sur Trappes et Mantes. La structure fera partie du dispositif CAARUD.</p>

* Fiche validée par la structure

Agence Française de Réduction des Risques

Coordonnées

Responsable / Service	Jean-Marc Priez, Président
Adresse	147, rue Oberkampf- Bâtiment K1 - C/o Valère Rogissart, 75011 Paris
Tel / Fax	
Mail / Site Internet	www.a-f-r.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Structure de prévention et de RdR
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Lobbying / RdR
Effectifs	0,5 ETP
Bénéficiaires	Associations, pouvoirs publics, organismes publics.
Présentation	L'AFR est une association qui réunit les principaux acteurs de la RdR.
Activités	<p>L'AFR a un rôle de lobbying et souhaite sensibiliser le grand public aux enjeux de la RdR.</p> <p>L'AFR, l'ANIT, SAFE et AIDES notamment ont participé à ce travail de lobbying législatif à l'origine de l'inscription de la réduction des risques dans le code de la santé publique.</p>
Projets	Organisation des Rencontres Nationales de la RdR

Alcool Assistance*

Coordonnées

Responsable / Service	Bernard Lemaître, Directeur
Adresse	10, rue des Messageries, 75010 Paris
Tel / Fax	01 47 70 34 18
Mail / Site Internet	alcool.assist@wanadoo.fr / www.alcoolassistance.net

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Auto-support
Statut Juridique	Association loi 1901, reconnue d'utilité publique
Champs d'actions	Prévention / Formation / Auto-support
Effectifs	
Bénéficiaires	Tout public, entreprises, consommateurs à risque et personnes dépendantes à l'alcool et à d'autres produits psycho-actifs, entourage.
Présentation	Alcool Assistance a été créée en Suisse en 1894 puis en France en 1910, déconfectionnalisée en 1972. Présente dans 77 départements, Alcool Assistance regroupe 45000 adhérents, 10000 bénévoles et un peu plus de 100 salariés. La structure est agréée organisme de formation, agréée Jeunesse et Education populaire.
Activités	La structure propose l'aide et l'accompagnement des personnes en difficulté avec l'alcool et autres produits psycho-actifs et leur entourage : <ul style="list-style-type: none">• Des groupes de parole (mixtes, femmes, hommes, entourage, jeunes),• Des actions de prévention en entreprise,• Des interventions en milieu scolaire, auprès des publics en insertion, dans les discothèques, en milieu carcéral et dans les entreprises,• Des formations auprès des écoles d'infirmières, de psychiatrie et dans les entreprises,• De l'auto-support,• Une ligne d'écoute,• L'édition d'une revue, de plaquettes et brochures,• L'organisation de colloques.
Projet	La structure envisage de former les petites entreprises en travaillant sur les bassins d'emploi.

* Fiche validée par la structure

Arcat*

Coordonnées

Responsable / Service	Thibaut Tenailleau, Directeur
Adresse	94, rue de Buzenval, 75020 Paris
Tel / Fax	01 44 93 29 29/ 01 44 93 29 08
Mail / Site Internet	www.arcat-sante.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Acteurs de prévention
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	17
Bénéficiaires	Personnes vivant avec le VIH/Sida, une hépatite, une IST, entourage des patients, acteurs du champ sanitaire et social.
Présentation	Créée en 1985, Arcat fait partie du groupe SOS, et comprend aujourd'hui 2 structures : Arcat et Envol Insertion (spécialisée en insertion sociale et professionnelle).
Activités	<p>La structure propose les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un pôle information : le Journal du Sida, les éditions (nombreux dépliants en langues étrangères en matière de prévention),• Un pôle accompagnement des personnes : accueil du public, accompagnement social, conseil médical, soutien psychologique, conseil juridique, insertion sociale et professionnelle,• Un pôle prévention et formation : actions en entreprise, prévention auprès des étudiants et des jeunes gays, prévention en milieu migrant,• Un pôle d'expertise médicale et thérapeutique : répertoire de la recherche clinique, formation et lobbying, permanence d'information et d'observance sur les hépatites et les co-infections.
Projets	Poursuivre les interventions auprès des migrants, des « travailleurs du sexe », des jeunes gays, à travers un travail de prévention par les pairs.

* Fiche validée par la structure

Association Charonne*

Coordonnées

Responsable / Service	Perlette Petit, Directrice
Adresse	3, quai d'Austerlitz, 75013 Paris
Tel / Fax	CSST : 01 45 83 22 22 Consultation cannabis : 01 42 08 13 85
Mail / Site Internet	charonne@charonne.asso.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	50 ETP
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives.
Présentation	Depuis janvier 2005, le centre a ouvert une consultation cannabis. Les horaires des consultations sont différents de ceux du centre pour distinguer les publics.
Activités	L'association Charonne propose : <ul style="list-style-type: none">• Un service de soins en ambulatoire,• Une prise en charge médico-psycho-socio-éducative,• 2 centres d'accueil et d'accompagnement à la RdR (Boutique 18 et Beaurepaire),• Un réseau hôtelier,• Un service d'appartements thérapeutiques,• Un dispositif d'appartements de coordination thérapeutique,• Une consultation cannabis.

Projets

* Fiche validée par la structure

Association Horizons*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Jean Ebert, Directeur
Adresse	10, rue Perdonnet, 75010 Paris
Tel / Fax	01 42 09 84 84
Mail / Site Internet	cas@horizons.asso.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge / RdR
Effectifs	12 ETP
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives, femmes enceintes, femmes avec enfants et hommes avec enfants.
Présentation	Créée en 1986, dans le 10ème arrondissement de Paris, l'association Horizons a pour mission la prise en charge des futurs parents et parents toxicomanes avec leurs jeunes enfants, dans une démarche de soins et de prévention.
Activités	le CSST propose : <ul style="list-style-type: none">• Des actes de prévention et de réduction des risques,• Une prise en charge médicale avec possibilité de traitements de substitution,• Un suivi psychothérapeutique,• Un accompagnement socio-éducatif.
Projets	Le CSST souhaiterait développer : <ul style="list-style-type: none">• Des liens avec les partenaires extérieurs (type crèches, halte-garderie, PMI) à travers de la sensibilisation, de l'information, des formations,• Des temps collectifs avec des petits groupes d'enfants ou de familles,• Une réflexion sur la prise en charge psychologique et le suivi du développement de chaque enfant,• Des solutions alternatives de logements,• La médicalisation du VHC au sein du CSST.

* Fiche validée par la structure

Asud

Coordonnées

Responsable / Service	Fabrice Olivet, Directeur
Adresse	206, rue de Belleville, 75020 Paris
Tel / Fax	01 43 15 00 66
Mail / Site Internet	asud@club-internet.fr / www.asud.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Auto-support
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	RdR
Effectifs	
Bénéficiaires	Consommateurs de produits psycho-actifs.
Présentation	<p>Créée en 1992, l'association donne la parole aux usagers de drogues et formule des propositions dans le domaine de la RdR.</p> <p>Asud fait partie du dispositif TREND.</p>
Activités	<p>La structure propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'édition d'un journal, de plaquettes, brochures d'information sur les conduites à risques,• Des formations auprès d'associations, d'écoles d'infirmières, d'éducateurs...• Des interventions en milieu festif,• L'organisation des EGUS.
Projets	Présentera en 2006 les chiffres de l'enquête sur les hépatites virales chez les usagers de drogues avec SOS Hépatites.

Boutique 18*

Coordonnées

Responsable / Service	André Prévot
Adresse	86, rue Philippe de Girard, 75018 Paris
Tel / Fax	01 46 07 94 84
Mail / Site Internet	boutique18@charonne.asso.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Bas seuil d'exigence d'accès, Accueil de proximité
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	RdR
Effectifs	
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives licites ou illicites, en situation de grande précarité, marginalisées, population mixte.
Présentation	La Boutique 18 est une structure appartenant à l'Association Charonne. Créée en 1993, elle est subdivisée en trois espaces distincts : <ul style="list-style-type: none">• Espace mixte• Espace femmes• Espace mobile (depuis 1995)
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Un espace d'accueil, d'hygiène,• Une activité de médecine générale,• Une antenne mobile,• Des activités de RdR : programme d'échange de seringues, distribution de matériel stérile, préservatifs, information sur les conduites à risques liées à l'usage de substances psycho-actives et aux pratiques sexuelles,• Un accompagnement social.
Projets	La structure fera partie du dispositif CAARUD. Développer des actions de rue, développer des activités à destination des femmes.

* Fiche validée par la structure

Boutique Beaurepaire

Coordonnées

Responsable / Service	Monsieur François Diot
Adresse	9, avenue Beaurepaire, 75010 Paris
Tel / Fax	01 53 38 96 20
Mail / Site Internet	beaurepaire@charonne.asso.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Bas seuil d'exigence
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / RdR
Effectifs	6 ETP
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives licites et illicites, en grande précarité, marginalisées.
Présentation	<p>La Boutique Beaurepaire fait partie de l'association Charonne (CSST).</p> <p>La consultation cannabis est labellisée Mildt.</p> <p>Elle fait partie du dispositif TREND.</p>
Activités	<p>La structure propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un espace d'écoute,• Des activités de RdR (distribution de matériel stérile, de préservatifs, programme d'échange de seringues, information sur les conduites à risques liées à l'usage de substances psycho-actives et aux pratiques sexuelles),• Une consultation juridique,• Un accompagnement social (aide à l'accès aux filières sociales spécialisées et de droit commun),• L'accès à la médecine générale,• Des dépistages en partenariat avec un CDAG et le centre Edison.
Projets	Développer des activités à destination des femmes,

Cabinet médical*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Kuperminc Le Ber
Adresse	208, avenue du Maine, 75015 Paris
Tel / Fax	01 45 45 45 09
Mail / Site Internet	martine.kupermincleber@wanadoo.fr / www.tabacologie.fr

Description de la structure

Type de structure	Cabinet médical
Statut Juridique	Médecin exerçant en libéral
Champs d'actions	Prise en charge
Effectifs	1
Bénéficiaires	Tout public.
Présentation	
Activités	La structure propose une prise en charge du sevrage tabagique.
Projets	Développer le site Internet pour les étudiants du D.U. de tabacologie.

* Fiche validée par la structure

Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France*

Coordonnées

Responsable / Service	Jean Luc Dudragne, Responsable de l'éducation pour la santé
Adresse	17-19, avenue de Flandre, 75954 Paris cedex 19
Tel / Fax	01 40 05 32 64 / 01 40 34 24 41
Mail / Site Internet	www.cramif.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Organisme de Sécurité Sociale
Statut Juridique	Organisme privé chargé d'une mission de service public
Champs d'actions	Assurance maladie / Education pour la santé
Effectifs	En matière d'éducation pour la santé : une cellule de développement des actions de santé : 5 personnes un département d'éducation pour la santé : 50 personnes, dont 16 conseillers en éducation pour la santé (2 par département)
Bénéficiaires	Tout public.
Présentation	<p>Depuis longtemps intégrée dans le dispositif sanitaire et social de la région, la Cramif contribue activement, en tant que décideur, à la définition des priorités régionales mais aussi, en tant qu'acteur, au développement d'actions locales au bénéfice des populations.</p> <p>Le service d'éducation pour la santé de la Cramif concerne la prévention primaire. Les conseillers développent des projets en privilégiant une approche globale de la santé. Ces derniers sont souvent sollicités pour du soutien méthodologique.</p> <p>Les interventions en milieu scolaire se font moins nombreuses au profit des actions auprès du grand public ou des personnes en situation de vulnérabilité sociale.</p>
Activités	<p>La structure propose des actions d'information et de prévention.</p> <p>Leurs actions santé consistent à apprendre :</p> <ul style="list-style-type: none">• à mieux gérer sa santé,• à faire des choix éclairés pour rester le plus longtemps possible en bonne santé,• à acquérir une autonomie et être responsables pour les plus jeunes,• à conseiller des publics relais (sociaux, médico-sociaux et paramédicaux) pour que, dans les différentes tranches d'âge, chacun puisse se sentir bien dans son corps et dans sa tête. <p>Les thèmes de santé abordés sont : Les accidents vie courante, les addictions (alcool, tabac, la consommation de produits licites et illicites), l'hygiène de vie (alimentation, la santé des personnes âgées), des informations sur la sexualité (IST et Sida).</p>

Projets

* Fiche validée par la structure

Centre Cassini*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Béatrice Badin de Montjoye
Adresse	8 bis, rue Cassini, 75014 Paris
Tel / Fax	01 58 41 16 78 / 01 58 41 16 35
Mail / Site Internet	centre.methadone@cch.ap-hop-paris.fr / centre.cassini@cch.ap-hop-paris.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Etablissement public de santé, rattaché à l'hôpital Cochin
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	
Bénéficiaires	Personnes en difficulté avec l'usage de substances psycho-actives (à l'exception du tabac), l'entourage des patients.
Présentation	<p>Créé il y a une dizaine d'années, le CSST Cassini est composé de 2 structures distinctes, fonctionnant sur rendez-vous : le Centre Cassini et le Centre Méthadone.</p> <p>La consultation cannabis est labellisée Mildt.</p>
Activités	<ul style="list-style-type: none">• Le Centre Cassini propose :<ul style="list-style-type: none">- Une prise en charge psychothérapeutique et traitements de substitution en ambulatoire,- Un suivi social et éducatif,- Des consultations médicales : psychiatrie, alcoologie, médecine interne, hépato-gastro-entérologie,- Des orientations spécialisées.• Le Centre Méthadone propose :<ul style="list-style-type: none">- La prescription et la délivrance de traitements de substitution,- Une prise en charge psychosociale.
Projets	Regrouper en un même lieu les deux centres.

* Fiche validée par la structure

Centre Confluences

Coordonnées

Responsable / Service	Paolo Antonelli
Adresse	4-6, rue de la Fontaine à Mulard, 75013 Paris
Tel / Fax	01 43 13 14 30 / 01 45 65 17 14
Mail / Site Internet	confluences@groupe-sos.org / www.groupe-sos.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives illicites, entourage des patients.
Présentation	
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Une consultation « Parenthèse » qui s'adresse aux parents,• Une consultation « Paradoxes » destinée aux adolescents et jeunes adultes,• Un service d'appartements thérapeutiques. La consultation cannabis est labellisée Mildt.
Projets	

Centre Médical Marmottan*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Marc Valleur
Adresse	17, rue d'Armaillé, 75017 Paris
Tel / Fax	01 45 74 00 04
Mail / Site Internet	centre.marmottan@wanadoo.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Etablissement public de santé, rattaché à l'hôpital Perray-Vaucluse
Champs d'actions	Prise en charge / RdR
Effectifs	
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées aux addictions comportementales sans produit et/ou à la consommation excessive de substances psycho-actives licites ou illicites.
Présentation	<p>Le centre de soins Marmottan est rattaché à l'hôpital Perray-Vaucluse, spécialisé en psychiatrie.</p> <p>La consultation cannabis est labellisée Mildt.</p>
Activités	<p>La structure propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un Accueil, un accompagnement social,• Des consultations famille, juridique, cannabis, addictions sans drogue,• Des consultations de médecine générale, dépistage du VIH, hépatites, initialisation et suivi de traitements antiviraux, accès à du matériel de prévention, de réduction des risques, de brochures d'information,• Une possibilité d'hospitalisation pour sevrage classique, dégressif ou sélectif. <p>L'association Sert-Marmottan propose en coopération avec l'hôpital :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des recherches en matière d'addiction• Des formations pour les professionnels intervenant dans le champ des addictions,• Un service de documentation.

Projets

* Fiche validée par la structure

Centre Médical du Travail Inter-Entreprises de l'Ouest Parisien / CMTIE-OP*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Catherine Alessandrini
Adresse	33, avenue du Maine, Tour Montparnasse, 75755 Paris Cedex 15
Tel / Fax	01 45 38 68 68 / 01 45 38 99 13
Mail / Site Internet	c.alessandrini@cmtie-op.com

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Santé au travail
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	4 sur le site de Montparnasse
Bénéficiaires	Entreprises adhérentes au centre de Santé au travail.
Présentation	
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Un suivi médical des salariés des entreprises adhérentes ;• Des actions en milieu de travail.
Projets	

* Fiche validée par la structure

Centre Monceau*

Coordonnées

Responsable / Service	Claudine Leclercq, Directrice
Adresse	91, rue Saint Lazare, 75009 Paris
Tel / Fax	01 53 20 11 50
Mail / Site Internet	info@centre-monceau.com / www.centre-monceau.com

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prise en charge des familles de toxicomanes et des injonctions thérapeutiques
Effectifs	Psychologues et psychiatres
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives et l'entourage des patients.
Présentation	Créé en 1980, le CSST Monceau est composé d'une équipe de psychologues et de psychiatres. La consultation cannabis est labellisée Mildt.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Des consultations en thérapie familiale,• Des consultations multi-familiales,• Des entretiens individuels.
Projets	

* Fiche validée par la structure

Centre Monte Cristo*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Cyrille Orizet
Adresse	20/40, rue Leblanc, 75908 Paris Cedex 15
Tel / Fax	01 56 09 26 91
Mail / Site Internet	cyrille.orizet@egp.aphp.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Etablissement public de santé Hôpital Européen Georges Pompidou
Champs d'actions	Prise en charge
Effectifs	
Bénéficiaires	Personnes en difficulté avec l'alcool, les substances illicites et les médicaments détournés de leur usage thérapeutique.
Présentation	Le Centre Monte Cristo est rattaché au département de Médecine interne de l'Hôpital Européen Georges Pompidou.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Des consultations médicales de médecine générale et psychiatrique,• Des consultations psychologiques,• Des entretiens sociaux,• Délivrance de traitement de substitution.
Projets	Développer des activités en matière de prévention et prise en charge du VHC.

* Fiche validée par la structure

Centre Saint Germain Pierre Nicole - Croix Rouge Française*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Sylvie Wieviorka, Directrice
Adresse	27, rue Pierre Nicole, 75005 Paris
Tel / Fax	01 44 32 07 60 / 01 44 32 07 62
Mail / Site Internet	wieviorka@pierre-nicole.com / www.pierre-nicole.com

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Association loi 1901, reconnue d'utilité publique
Champs d'actions	Prise en charge
Effectifs	Environ 37 ETP
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives, entourage. Prise en charge spécifique à destination des détenus / anciens détenus, des femmes, des femmes enceintes / femmes avec enfants, des personnes VIH +, VHB + et VHC +.
Présentation	Géré par la Croix-Rouge Française, ce CSST offre une large gamme de modalités thérapeutiques pour les personnes qui souffrent de dépendance, qu'il s'agisse d'alcool, de stupéfiants, de médicaments ou de tabac.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Un service d'hébergement (environ 50 places). Cette activité est la plus importante du centre,• Une consultation addictologie et une prise en charge avec ou sans substitution (file active : environ 600 personnes),• Une prise en charge en milieu carcéral,• Un accueil thérapeutique ouvert aux toxicomanes présentant des troubles psychologiques sévères.
Projets	Créer un partenariat inter région pour les séjours de rupture.

* Fiche validée par la structure

Comité Départemental de la Ligue contre le Cancer de Paris*

Coordonnées

Responsable / Service	Stéphanie Lefèvre, Directrice
Adresse	13, avenue de la Grande Armée, 75116 Paris
Tel / Fax	01 45 00 25 27 / 01 45 00 63 06
Mail / Site Internet	cd75@ligue-cancer.net / www.ligue-cancer.net

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Association caritative, Comité départemental
Statut Juridique	Association loi 1901, reconnue d'utilité publique
Champs d'actions	La lutte contre le cancer : <ul style="list-style-type: none">• soutenir la recherche• Aider les malades et leurs proches• Informer, prévenir et dépister
Effectifs	7 ETP
Bénéficiaires	Tout public, jeunes scolaires, personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives, personnes atteintes de cancer, entourage des patients.
Présentation	<p>La ligue contre le cancer est une association à but non lucratif et reconnue d'utilité publique. Elle regroupe près de 695 000 adhérents et 33 000 bénévoles sur la France, répartis à travers 101 comités départementaux.</p> <p>Les comités départementaux sont soutenus par la Ligue Nationale qui impulse une politique définie par son conseil d'administration et son bureau.</p> <p>Le Comité de Paris a été créé en 1956. Les partenariats du comité sont : Académie de Paris, Ville de Paris, Anpaa 75, Cité des sciences et de l'industrie, Cité de la Santé, Cramif, Mildt, Union régionale de la Mutualité Francilienne.</p>
Activités	Les actions de la Ligue : <ul style="list-style-type: none">• Financer la recherche contre le cancer,• Aider les malades et leurs proches,• Lutter contre le tabagisme et l'alcoolisme,• Prendre en compte des risques liés à l'environnement et au travail,• Promouvoir l'éducation pour la santé.
Projets	Développer la lutte contre le tabagisme et l'aide à l'arrêt du tabac. Aider les malades pour le retour à domicile et l'accès au logement.

* Fiche validée par la structure

Comité National contre les Maladies Respiratoires

Coordonnées

Responsable / Service	Jean-Baptiste Mollet
Adresse	66, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris
Tel / Fax	01 46 34 58 80
Mail / Site Internet	cnmrt@magic.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	Environ 1000 personnes : salariées et bénévoles
Bénéficiaires	Tout public.
Présentation	<p>Le Comité National est une association reconnue d'utilité publique depuis 1916, tout comme les 101 comités départementaux (dont 80 sont ouverts) qui sont rattachés au réseau.</p> <p>Le Comité National définit une politique d'actions et apporte un soutien aux comités départementaux.</p>
Activités	<p>Le CNMR assure principalement trois missions :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'information auprès du grand public,• La recherche (attribution de bourses),• L'aide sociale (attribution de fonds aux malades).
Projets	

Comité National Premiers de Cordée*

Coordonnées

Responsable / Service	Alexandre Planquette, Président Sylvain Massacret, Coordinateur Programme Sport-Prévention
Adresse	45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris
Tel / Fax	01 40 34 96 91
Mail / Site Internet	

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Association de prévention
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention
Effectifs	2 ETP
Bénéficiaires	Consommateurs d'alcool et jeunes (15-25 ans).
Présentation	Créé en 1999, le Comité National Premiers de Cordée (C.N.P.C) a pour vocation de valoriser le sport comme vecteur de citoyenneté. Le C.N.P.C développe des actions d'intérêt général sur des thèmes variés comme la solidarité, l'éducation, la prévention, l'environnement, la culture et les droits de l'homme en s'appuyant sur l'activité sportive et le monde sportif.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Des programmes de prévention : Sport Dans l'Hôpital (S.D.H), Sport – Préventions (P.S.P), les Journées Sport - Préventions proposées aux clubs sportifs et aux établissements scolaires,• Un centre de ressources sur les différentes thématiques : sécurité routière, dopage, don du sang et le brevet de secourisme,• Une aide aux porteurs de projets,• Des réalisations d'outils de prévention.
Projets	Réflexion sur d'autres problématiques notamment celles du cannabis et des autres produits psychotropes.

* Fiche validée par la structure

(La) Corde Raide

Coordonnées

Responsable / Service	Roselyne Créte, Directrice
Adresse	6, place Rutebeuf, 75012 Paris
Tel / Fax	01 43 42 53 00 / 01 43 42 41 98
Mail / Site Internet	lacorderaide@wanadoo.fr / www.lacorderaide.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge / RdR
Effectifs	15 ETP
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives, entourage, jeunes 12-25 ans.
Présentation	<p>La Corde Raide, centre de soins des conduites addictives et des conduites à risques à l'adolescence, a ouvert ses portes en mars 1989, à l'initiative du Ministère de la Santé. Depuis fin 1999, ce centre dispose d'une consultation jeunes au sein d'une unité de prévention destinée aux adolescents présentant des conduites à risques.</p> <p>La consultation cannabis est labellisée Mildt.</p>
Activités	<p>La structure propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des ateliers de prévention destinés aux jeunes de 12 à 20 ans. Le centre fait aussi de la prévention sur site (lycées, collèges),• Une unité de prévention / consultation jeunes (file active de 380 personnes),• Une unité médicale comprenant un programme de soins et de substitution, des consultations ambulatoires, psychologiques, d'évaluation des conduites à risques, d'orientation, de suivi individuel et familial. <p>Ce CSST travaille également avec les détenus toxicomanes.</p>
Projets	<p>Le CSST la Corde Raide souhaite développer :</p> <ul style="list-style-type: none">• La prise en charge des patients atteints par le VHC,• Les consultations cannabis en réponse à la forte demande,• Le suivi psychologique et psychiatrique.

Cybercrips*

Coordonnées

Responsable / Service	Benoît Félix, Coordinateur
Adresse	Tour Maine-Montparnasse, BP 53, 75755 Paris Cedex 15
Tel / Fax	01 56 80 33 21
Mail / Site Internet	info@cybercrips.net / www.cybercrips.net

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Espace de prévention santé, pôle du Crips Île-de-France
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention
Effectifs	5 ETP
Bénéficiaires	Jeunes 13-25 ans avec un cœur de cible 15-17 ans.
Présentation	Lieu d'accueil ludique et multimédia
Activités	La structure aborde les thématiques : santé, addictions et sexualité et propose : <ul style="list-style-type: none">• Un espace d'accueil et d'écoute,• Des expositions permanentes,• Une consultation de tabacologie.
Projets	Développer des expositions sur des thèmes nouveaux.

* Fiche validée par la structure

DASES, Mission Prévention des toxicomanies*

Coordonnées

Responsable / Service	Margueritte Arène, Chef de la mission
Adresse	94-96 quai de la Râpée, 75012 Paris
Tel / Fax	01 43 47 74 96 / 01 43 47 78 45
Mail / Site Internet	marguerite.arena@paris.fr / http://www.paris.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Pôle ressources / prévention
Statut Juridique	Collectivité territoriale
Champs d'actions	Financeurs
Effectifs	5 ETP
Bénéficiaires	Acteurs de prévention et de prise en charge des addictions, partenaires de l'insertion relevant tant du secteur public qu'associatif.
Présentation	La Mission de prévention des toxicomanies de la DASES coordonne la mise en œuvre des orientations politiques de la Ville de Paris dans le champ des toxicomanies. Son intervention prend en compte la problématique des addictions et de leur prévention dans sa globalité et promeut une démarche transversale et intersectorielle.
Activités	La structure : <ul style="list-style-type: none">• Développe des actions de prévention en direction des jeunes, des adultes et des parents,• Coordonne des actions de formation pour les acteurs locaux,• Soutient la politique de réduction des risques, l'accès aux soins et l'insertion sociale des usagers de drogues parisiens en situation d'exclusion,• Participe à l'amélioration des connaissances sur le phénomène des drogues et des addictions (recherches, formations),• Contribue à améliorer la tranquillité publique et développe la médiation entre les habitants et les usagers.

Projets

* Fiche validée par la structure

Droits des Non Fumeurs

Coordonnées

Responsable / Service	Gérard Audureau, Président / Bénédicte Beauvois, Chargée de communication
Adresse	5, passage Thiéré, 75011 Paris
Tel / Fax	01 42 77 06 56
Mail / Site Internet	contact@dnf.asso.fr / www.dnf.asso.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Application de la loi
Effectifs	4 ETP
Bénéficiaires	Tout public, les non fumeurs
Présentation	<p>Cette association intervient depuis plus de 30 ans, pour la protection des non fumeurs et la bonne application de la loi Evin. L'association dispose de 8 relais régionaux où des interlocuteurs locaux renseignent et aident toutes les personnes souhaitant plus d'informations sur la législation antitabac.</p> <p>L'association est de plus en plus sollicitée pour des recours en justice, entre 4 et 5 recours par semaine au niveau national.</p>
Activités	<p>La structure propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'élaboration de supports de communication,• Des soutiens et recours juridiques pour tous : fumeurs, non fumeurs, entreprises, représentants du personnel.
Projets	

ECIMUD – Hôpital Bichat - Claude Bernard*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Michel Sananes
Adresse	46, rue Henri Huchard, 75018 Paris
Tel / Fax	01 40 25 82 64 / 01 40 25 82 65
Mail / Site Internet	ecimud.sec@bch.ap-hop-paris.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Equipe de Coordination et d'Intervention auprès des Malades Usagers de Drogues, rattaché à l'hôpital de Bichat
Statut Juridique	AP-HP
Champs d'actions	Prévention / prise en charge / RdR
Effectifs	12 ETP dont 2 psychiatres
Bénéficiaires	Usagers de produits psycho-actifs hospitalisés ou non, professionnels de santé, associations. Prise en charge spécifique à destination des femmes enceintes, des personnes prostituées, des personnes VIH +, VHB + et VHC +.
Présentation	<p>L'ECIMUD est une équipe mobile de liaison intervenant à la demande des services hospitaliers et organisant la continuité de la prise en charge du patient usager de drogues entre la ville et l'hôpital.</p> <p>Une consultation externe permet le suivi post-hospitalier.</p> <p>L'ECIMUD Bichat est impliquée dans les réseaux toxicomanie Ville/Hôpital constitués du regroupement du réseau Paris Nord, la Terrasse, le Sleep In, la Boutique, le Trait d'Union, la Corde Raide, les Médecins Généralistes.</p> <p>Ses missions sont de faciliter et d'améliorer l'accès aux soins des usagers de drogues et d'aider à la mise en place d'une politique cohérente dans ce domaine pour l'ensemble de l'établissement.</p>
Activités	<p>La structure propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des actions de prévention,• Des soins ambulatoires : consultations externes d'addictologie (drogues illicites, alcool, médicaments),• Des soins hospitaliers dans tous les services : cure de sevrage, projet de soins de suite et de postcure, prise en charge psychiatrique,• Une aide à l'insertion sociale et juridique,• Une aide dans la recherche d'hébergements,• Des formations pour les professionnels.
Projets	L'ECIMUD envisage la création d'une consultation cannabis pour les jeunes et souhaite obtenir plus de lits infirmiers en toxicomanie : des lits de repos ou de l'hébergement temporaire.

* Fiche validée par la structure

Emergence

Coordonnées

Responsable / Service	Hélène David
Adresse	6, rue Richemont, 75013 Paris
Tel / Fax	01 53 82 81 73
Mail / Site Internet	emergence@imm.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Etablissement public de santé, rattaché au département de Pédo-Psychiatrie de l'Institut Mutualiste Montsouris
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives illicites, entourage des patients, acteurs du champ sanitaire et social.
Présentation	
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Une consultation jeune consommateur labellisée Mildt,• Des activités de prévention avec une équipe mobile,• Des traitements de substitution aux opiacés,• Des formations pour les professionnels.
Projets	Développer des activités à destination d'un public en proie aux addictions comportementales sans produit.

Entreprise et Prévention*

Coordonnées

Responsable / Service	Alexis Capitant, Directeur général
Adresse	13, rue Monsigny, 75002 Paris
Tel / Fax	01 53 43 80 75 / 01 53 43 80 20
Mail / Site Internet	infoep@entreprise-et-prevention.com / www.ep.soifdevivre.com

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Association de prévention alcool
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention
Effectifs	2 ETP
Bénéficiaires	Consommateurs d'alcool et jeunes (15-25 ans)
Présentation	<p>Entreprise & Prévention est née en 1990, du constat qu'une minorité avait une consommation excessive d'alcool génératrice de risques individuels et collectifs. Entreprise & Prévention réunit une vingtaine de producteurs de boissons alcoolisées des secteurs du champagne, des vins, des spiritueux et des bières. Sa vocation est de lutter contre l'abus d'alcool au profit d'une consommation raisonnable fondée sur la maîtrise des risques.</p> <p>Ses missions principales sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• Contribuer à la lutte contre la surconsommation d'alcool et ses conséquences sociales,• Promouvoir l'autodiscipline de la profession tout en appliquant les législations en vigueur avec responsabilité,• Assurer un rôle de concertation avec les pouvoirs publics et les partenaires professionnels,• Constituer une force de proposition en matière de prévention auprès des pouvoirs publics.
Activités	<p>La structure propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des actions d'information et de sensibilisation au risque alcool par le biais d'animations à destination des 15-25 ans. Programme élaboré par une équipe pluridisciplinaire (médecins, alcoologues, spécialistes de la communication...) et mis en œuvre avec le concours des acteurs locaux de la prévention santé : CPAM, Centres d'Hygiène Alimentaire et d'Alcoologie, CDPAA, CODES, etc• Promotion du « Conducteur désigné » dans les lieux de consommation.• Promotion de l'abstinence dans le cadre de la grossesse et de l'allaitement.
Projets	

* Fiche validée par la structure

Espoir Goutte d'Or*

Coordonnées

Responsable / Service	Lia Cavalcanti
Adresse	13, rue Saint-Luc, 75018 Paris
Tel / Fax	01 53 09 99 49 / 01 53 09 99 43
Mail / Site Internet	ego@club-internet.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Association communautaire
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / RdR
Effectifs	
Bénéficiaires	Habitants du quartier, personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives licites et illicites, personnes en situation de grande précarité.
Présentation	L'association est née en 1987 de la mobilisation des habitants du quartier, de professionnels du secteur sanitaire et social, d'usagers et ex-usagers de drogues.
Activités	<p>La structure propose les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un Centre d'accueil (espace restauration, espace hygiène sommaire, atelier d'écriture et théâtre),• Un accompagnement social, accès aux soins et aux droits,• Des activités de RdR (STEP-programme d'échange de seringues, distribution de matériel stérile, de préservatifs, information sur les conduites à risques, mise à disposition du « Kit Base », ateliers d'informatique et de musique, et travail de rue),• L'édition d'une revue trimestrielle « <i>Alter Ego, le Journal</i> »,• Des formations / recherche-actions / évaluations.
Projets	<ul style="list-style-type: none">• Ouverture d'un CSST spécialisé dans la prise en charge des usagers de crack et des poly-toxicomanes en errance (en phase expérimentale),• Développer des activités en privilégiant le public féminin,• Renforcer le travail de rue.

* Fiche validée par la structure

Fédération des Associations Générales Etudiantes*

Coordonnées

Responsable / Service	Jean-François Martins, Président
Adresse	5, rue Frederick Lemaître, 75020 PARIS
Tel / Fax	01 40 33 70 70 / 01 40 33 70 71
Mail / Site Internet	info@fage.asso.fr / www.fage.asso.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Fédération d'associations
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention
Effectifs	7 ETP et 9 bénévoles
Bénéficiaires	Associations étudiantes (1500 à 2000 associations fédérées)
Présentation	<p>Créée en 1989, la Fédération des Associations Générales a pour objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'accompagnement social et étudiant,• La représentation et défense des droits de l'étudiant / promotion de la vie étudiante,• Des actions de prévention pour une bonne santé des étudiants et des actions de solidarité.
Activités	<p>La fédération propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des activités clé en main aux associations : les projets sont des activités de prévention sur l'alcool et la sécurité routière, sur la prévention du VIH et des IST sur les campus,• Des journées santé : cette initiative permet à différentes structures d'accéder au public étudiant et aux campus,• Des actions de prévention santé : des plaquettes d'automédication sont éditées par la FAGE en vue de sensibiliser les jeunes étudiants à la nécessité de se faire soigner si besoin. <p>La FAGE travaille aussi autour de la problématique du mal-être des jeunes.</p>
Projets	<p>La FAGE souhaite aborder en 2006-2007 la problématique du cannabis au volant et veut par la suite aborder les questions des drogues de façon plus large.</p>

* Fiche validée par la structure

Hépatites Info Service

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Arame Mbodge
Adresse	190, boulevard de Charonne, 75020 Paris
Tel / Fax	01 44 93 16 11
Mail / Site Internet	his@sida-info-service.org / www.hepatites-info-service.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Service de téléphonie social, anonyme, confidentiel et gratuit
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention
Effectifs	
Bénéficiaires	Tout public, acteurs du champ sanitaire et social.
Présentation	Hépatites Info Service a été créé en 2000 par l'association Sida Info Service.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Une ligne d'écoute : 0800 845 800, 7/7 jours de 9h à 23h,• Des formations auprès des personnels médicaux et sociaux,• L'édition de plaquettes et brochures de prévention.
Projets	

Hôpital Bichat / Claude Bernard

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Simone Guillermet, UCT Consultation de Tabacologie, Alcoolologie
Adresse	46, rue Henri Huchard, 75018 Paris
Tel / Fax	01 40 25 82 63
Mail / Site Internet	simone.guillermet@bch.aphp.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Consultation de tabacologie
Statut Juridique	Etablissement public de santé
Champs d'actions	Prise en charge
Effectifs	
Bénéficiaires	Tout public, femmes enceintes, patients hospitalisés.
Présentation	
Activités	La structure propose une prise en charge du sevrage tabagique en individuel et en groupe.
Projets	

Hôpital Européen Georges Pompidou*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Garelik et Docteur Le Faou, Responsables de l'UCT
Adresse	20, rue Leblanc, 75015 Paris
Tel / Fax	01 56 09 20 00 / 01 56 09 24 88
Mail / Site Internet	

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Hôpital
Statut Juridique	Etablissement public de santé
Champs d'actions	Prise en charge tabacologique
Effectifs	4 médecins, 1 infirmière de liaison, 1 secrétaire médicale à mi-temps
Bénéficiaires	Personnes souhaitant arrêter de fumer hospitalisée ou non, personnel soignant.
Présentation	
Activités	Consultation tabacologique.
Projets	Développer des consultations de groupe.

* Fiche validée par la structure

Hôpital de l'Hôtel Dieu*

Coordonnées

Responsable / Service	Claire Patrelle, Chargée de communication de l'hôpital
Adresse	1, place du Parvis de Notre Dame, 75004 Paris
Tel / Fax	01 42 34 85 91 / 01 42 34 80 78
Mail / Site Internet	claire.patrelle@htd.aphp.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Hôpital
Statut Juridique	Etablissement public de santé
Champs d'actions	Prise en charge
Effectifs	
Bénéficiaires	Personnel et patients de l'hôpital.
Présentation	L'hôpital appartient au Réseau Hôpital Sans Tabac. L'hôpital dispose d'un espace santé jeunes et d'une UCT.
Activités	Le service pneumologie et le centre médical de diagnostic et de soins proposent des consultations tabacologiques. Le centre de diagnostic propose également une consultation VIH. Des actions de prévention sont mises en place dans l'établissement.
Projets	Journée mondiale de lutte contre le tabac, le 31 mai. Journée mondiale de lutte contre le Sida, le 1 décembre.

* Fiche validée par la structure

Hôpital Necker

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Marie-Dominique Dautzenberg, Consultation de tabacologie
Adresse	149-161, rue de Sèvres, 75015 Paris
Tel / Fax	01 44 49 49 34
Mail / Site Internet	marie-dominique.dautzenberg@nck.ap-hop-paris.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Consultation de tabacologie
Statut Juridique	Etablissement public de santé
Champs d'actions	Prise en charge
Effectifs	
Bénéficiaires	Tout public.
Présentation	
Activités	La structure propose une prise en charge du sevrage tabagique
Projets	La consultation souhaite prendre en charge d'autres pathologies et développer des actions à destination des femmes.

Hôpital de la Pitié Salpêtrière

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Natalie Chastang, service de Diabétologie
Adresse	Hôpital de la Pitié Salpêtrière, Bâtiment Laroche Foucault, 47 boulevard de l'Hôpital, 75013 PARIS
Tel / Fax	01 42 17 62 62
Mail / Site Internet	

Description de la structure

Catégorie d'établissement	
Statut Juridique	Etablissement public de santé
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	
Bénéficiaires	Personnes diabétiques.
Présentation	
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Divers supports de communication afin de sensibiliser les patients sujets au risque de l'association diabète-tabac,• Une consultation tabacologique.
Projets	

Hôpital Tenon

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Aline Moreau, Consultation de tabacologie
Adresse	Hôpital Tenon, 4 rue de la Chine, 75020 Paris
Tel / Fax	01 56 01 66 73 / 78 47
Mail / Site Internet	aline.moreau@tnn.ap-hop-paris.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Consultation de tabacologie
Statut Juridique	Etablissement public de santé
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	
Bénéficiaires	Tout public.
Présentation	
Activités	Prise en charge du sevrage tabagique
Projets	Développer un partenariat avec l'hôpital Saint Antoine en matière de TCC et de nutrition.

Institut Prévention Formation

Coordonnées

Responsable / Service	Jean-Paul Thomas
Adresse	39, boulevard de Grenelle, 75015 Paris
Tel / Fax	01 40 59 81 09
Mail / Site Internet	

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Association de prévention
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Formation
Effectifs	
Bénéficiaires	Professionnels du domaine de la prévention, de la santé, du social et de l'Education Nationale.
Présentation	Depuis 1981, cette association a pour activité la formation notamment sur les questions liées au sida.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Des formations,• Un appui à des dispositifs de prévention.
Projets	

(Le) Kiosque information sida toxicomanie*

Coordonnées	
Responsable / Service	Aimé Bonelli, Directeur Sylvain Brothier, Chargé de mission Dépendances
Adresse	36, rue Geoffroy l'Asnier, 75004 Paris.
Tel / Fax	01 44 78 00 00 / 01 48 04 95 20
Mail / Site Internet	info@lekiosque.org / www.lekiosque.org

Description de la structure	
Catégorie d'établissement	Centre d'information et de prévention
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Accueil / écoute / information / dialogue / orientation
Effectifs	3 ETP et 8 vacataires
Bénéficiaires	Adolescents, jeunes adultes, parents, professionnels.
Présentation	Le kiosque Info Sida et Toxicomanies (membres du groupe SOS-DI) œuvre depuis 1992 afin de mettre à disposition de tout public une documentation quasi exhaustive sur les thématiques santé développées par l'association. Aujourd'hui, un fonds documentaire de plus de 850 références est disponible.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Des formations en milieu scolaire sur les phénomènes de dépendances (produits licites et illicites, alimentation, télévision, jeux vidéos, internet, marques, amis, sexe...) en direction des élèves et des encadrants,• Des consultations sur RDV pour les jeunes et les adultes,• Des actions de prévention auprès des hommes. L'association est membre du groupe de travail sur la prévention en milieu festif coordonné par la mission prévention des toxicomanies de la Ville de Paris, et la Préfecture de Paris.
Projets	

* Fiche validée par la structure

Maternité de l'Hôpital des Diaconesses*

Coordonnées

Responsable / Service	Madame Blanchard, Sage-femme
Adresse	Groupe Hospitalier Diaconesses – Croix Saint Simon, 18, rue du Sergent Bauchat, 75012 Paris
Tel / Fax	Tél. 01 44 74 10 10 / 01 44 74 10 60
Mail / Site Internet	www.hopital-dcss.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Maternité
Statut Juridique	Etablissement public de santé
Champs d'actions	Prévention du tabac
Effectifs	80 ETP
Bénéficiaires	Femmes enceintes.
Présentation	La maternité est sans tabac, l'adaptation de ce dispositif se fait avec le soutien du Réseau Hôpital Sans Tabac.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Des actions de prévention,• Une consultation tabacologique depuis octobre 2004.
Projets	L'hôpital des Diaconesses mène une réflexion sur l'interdiction de fumer dans l'établissement.

* Fiche validée par la structure

(La) Mutuelle Des Etudiants

Coordonnées

Responsable / Service	Michael Delafosse, Président / David T Betolngar, Chargé de prévention
Adresse	27, rue Delizy, 93699 Pantin Cedex 37, rue Marceau, 94200 Ivry-sur-Seine
Tel / Fax	
Mail / Site Internet	tbetolngar@lmde.com / www.lmde.com

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Mutuelle pour étudiants
Statut Juridique	Mutuelle
Champs d'actions	Prévention
Effectifs	2 ETP pour la direction déléguée en Île-de-France
Bénéficiaires	Les étudiants.
Présentation	<p>La LMDE a été créée en 2000, son service prévention existe depuis 2003. Deux chargés de prévention sont responsables de l'Île-de-France, et se partagent le territoire par académie. Ils sont une dizaine en France.</p> <p>La LMDE a pour mission d'améliorer la connaissance des étudiants pour une meilleure gestion de leur santé. Elle conduit des actions de prévention et d'éducation à la santé auprès des étudiants. La LMDE est aussi un lieu ressource pour les acteurs de la vie universitaire (établissements d'enseignement supérieur, CROUS, services de médecine préventive).</p> <p>Privilégiant la transmission d'informations par les pairs, les comportements à risques sont abordés avec les étudiants, à travers des outils interactifs et des actions de prévention.</p>
Activités	<p>La LMDE conduit :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des campagnes de prévention en milieu étudiant sur le sida, les drogues, les conduites à risques...
Projets	.

Nova Dona

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Mustapha Benslimane, Directeur
Adresse	104, rue Didot, 75014 Paris
Tel / Fax	01 45 39 79 51
Mail / Site Internet	novamk@club-internet.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge / RdR
Effectifs	9 ETP
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives, entourage.
Présentation	Ce CSST a été créé en 1995
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Des actions de prévention en direction des consommateurs et de leurs proches,• Des soins ambulatoires (consultations en addictologie, sevrage, substitution),• Des soins hospitaliers (sevrage, cure de sevrage, substitution, soins de suite, postcure),• Une aide à l'insertion professionnelle, sociale, éducative et juridique,• Un hébergement,• Des activités en direction des professionnels (étude et évaluation, formation sur le soin et l'accompagnement).

Projets

(Le) Passage – Croix Rouge Française*

Coordonnées

Responsable / Service	Anne Blikman, Directrice
Adresse	24, rue Ramponeau, 75020 Paris
Tel / Fax	01 43 48 88 87 / 01 43 48 51 48
Mail / Site Internet	accueil@lepassage.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Espace d'accueil et d'aide psychologique pour jeunes de 16 à 26 ans
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Accueil / prévention
Effectifs	8 ETP
Bénéficiaires	Jeunes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle (16 à 26 ans).
Présentation	<p>L'espace a été fondé en 1990 par l'association « Lien Social Jeune » et repris en 2002 par La Croix Rouge. La structure s'est orientée vers les domaines de la prévention des risques psychologiques et de la précarité sociale et professionnelle.</p> <p>L'objectif est d'accompagner vers l'insertion les jeunes en difficulté. La structure ne traite pas spécifiquement des addictions mais rencontre ces problématiques lors des entretiens avec les jeunes.</p> <p>En 1998, le centre « La Garenne » s'est ouvert à Nanterre. Le personnel de l'équipe se partage sur ces deux espaces.</p>
Activités	<p>Le centre propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un accueil convivial et des espaces d'échange• Une écoute et un suivi psychologique individualisé sous la forme de consultation• Une aide à l'insertion, l'orientation et à l'élaboration de projets dans une dynamique de soutien et d'accompagnement vers la formation et l'emploi.

Projets

* Fiche validée par la structure

Parquet de Paris

Coordonnées

Responsable / Service	Jean-Marie Beney, Procureur
Adresse	4, boulevard du Palais, 75055 Paris RP
Tel / Fax	01 44 32 51 51
Mail / Site Internet	

Description de la structure

Catégorie d'établissement	TGI
Statut Juridique	
Champs d'actions	Application de la loi
Effectifs	
Bénéficiaires	
Présentation	<p>La 1^{ère} division en charge des affaires générales compte 4 sections : 2 sections géographiques sectorisées (Est et Ouest), 1 section mineurs et 1 unité de traitement en temps réel. Un magistrat du Parquet est spécialisé « drogues ».</p> <p>En matière de drogues licites et illicites, le Parquet connaît surtout des procédures liées au cannabis, au crack et relativement peu de procédures en lien avec l'alcool.</p>
Activités	<p>Le Parquet pratique beaucoup l'injonction thérapeutique grâce à la présence sur les lieux mêmes du tribunal de la Ddass et d'un solide maillage associatif.</p>
Projets	

Pernod Ricard*

Coordonnées

Responsable / Service	Patrick Ricard, Président Directeur Général Armand Hennon, Directeur des Affaires Publiques France
Adresse	12, Place des Etats-Unis, 75016 Paris
Tel / Fax	01 41 00 41 00
Mail / Site Internet	www.pernod-ricard.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	
Statut Juridique	Entreprise SA
Champs d'actions	Producteur de vins et spiritueux
Effectifs	2700 salariés en France
Bénéficiaires	Salariés de l'entreprise et consommateurs.
Présentation	<p>Pernod Ricard est le deuxième opérateur de vins et spiritueux dans le monde. Depuis sa création en 1975, Pernod Ricard s'est engagé dans une démarche de prévention des consommations à risque liées à l'alcool.</p> <p>Afin de réduire l'accès précoce des jeunes à la consommation d'alcool et limiter les comportements d'ivresse, PR ne développe pas de nouveaux produits adaptés à un public jeune. PR s'associe à des actions réalisées par le Century Council aux Etats-Unis et au Royaume-Uni (« Preuve d'Age » et « No I.D., No Sale »).</p>
Activités	<p>Le groupe PR poursuit une démarche de prévention des consommations d'alcool à risque, notamment auprès des jeunes adultes.</p> <ul style="list-style-type: none">• Implication dans la recherche : création de l'Institut de Recherche et d'Etude des Boissons (IREB),• Dialogue avec les autorités de santé publique,• Des actions de prévention : alcool et jeunes, alcool au volant.
Projets	

* Fiche validée par la structure

Pôle Ressource National, Médecine générale et conduites addictives

Coordonnées

Responsable / Service	Sandrine Gualdoni, Direction
Adresse	21, avenue du Docteur Arnold Netter, 75012 Paris
Tel / Fax	01 43 43 43 05 / 01 43 43 43 07
Mail / Site Internet	sandrine.gualdoni@prn-addictions.org / www.prn-addictions.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Réseau de professionnels de santé
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Pôle expertise – MG Addictions
Effectifs	6 personnes, 5 ETP
Bénéficiaires	Médecins généralistes et leurs partenaires – Réseau Addiction.
Présentation	Inauguré le 8 décembre 2004, le PRN est porté par l'Association Nationale Médecine Générale et conduites addictives-GT, fondée en 1989. Le PRN répond aux besoins de compétences et d'expertise en matière de pratiques médicales ambulatoires dans le domaine des consommations tant des produits illicites (héroïne, cocaïne, ecstasy) que licites (tabac, alcool, médicaments psychotropes détournés de leur usage, produits dopants), dans le champ du soin comme dans celui de la prévention.
Activités	Le PRN intervient dans plusieurs domaines : <ul style="list-style-type: none">• Information, documentation et télé expertise,• Développement des compétences,• Ingénierie de réseau,• Observation et recherche.
Projets	

Réseau Bastille*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Henri Guyon
Adresse	184, rue Faubourg Saint Antoine, 75571 Paris Cedex 12
Tel / Fax	01 49 28 28 79 / 01 49 28 24 79
Mail / Site Internet	reseau-bastille.saint-antoine@sal.ap-hop-paris.fr

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Réseau Ville-Hôpital
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Coordination / Prévention / Prise en charge / Formation
Effectifs	2 ETP
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives licites et illicites, l'entourage des patients, les personnes vivant avec le VIH/sida, le VHB ou le VHC, les acteurs sanitaires et sociaux.
Présentation	Le réseau a été créé en 1992 et portait initialement sur la problématique VIH/sida. Le pôle toxicomanie a été créé en 1995.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• L'animation d'un réseau de professionnels intervenant dans le domaine des addictions ou suivant une personne atteinte du VIH/sida,• Des activités de prévention en milieu scolaire,• Une consultation gratuite avec une diététicienne et un psychologue,• Le dépistage du VIH-VHB-VHC,• Une permanence téléphonique.
Projets	

* Fiche validée par la structure

Réseau Hôpital Sans Tabac*

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur François Chièze, Président / Jean-Patrick Deberdt , Directeur des programmes / Yva Doualli, Responsable du département Formation
Adresse	Hôpital Broussais, 102, rue Didot, 75014 Paris
Tel / Fax	01 40 44 50 26 / 01 40 44 50 46
Mail / Site Internet	www.hopitalsanstabac.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Réseau de santé publique
Statut Juridique	Etablissements de santé publics et privés de toutes catégories
Champs d'actions	Application de la loi / prévention tabac, cannabis
Effectifs	4 ETP
Bénéficiaires	Professionnels de santé, patients et visiteurs.
Présentation	<p>Fondé en 1996 pour promouvoir la loi Evin à l'hôpital, le Réseau Hôpital Sans Tabac fédère aujourd'hui plus de 730 établissements de prévention et de prise en charge du tabagisme. Premier réseau européen par sa taille et l'étendue de ses services, le Réseau Hôpital Sans Tabac déploie son action selon trois axes : une logique de réseau qui permet de mutualiser moyens et expériences, la modélisation d'une stratégie d'hôpital sans tabac sous forme de référentiels et de services, la formation des personnels afin d'étayer la stratégie de mise en œuvre.</p> <p>Le Réseau Hôpital Sans Tabac guide les établissements adhérents dans leur démarche et réalise un programme annuel de missions subventionnées par le ministère de la Santé.</p>
Activités	Prévention et prise en charge du tabagisme à l'hôpital, assistance aux établissements dans la mise en œuvre de leur stratégie, formation des personnels, mise à disposition d'outils de communication.
Projets	

* Fiche validée par la structure

Sleep In – SOS Drogues International*

Coordonnées

Responsable / Service	Gaëlle Tellier, Chef de service
Adresse	61, rue Pajol, 75018 Paris
Tel / Fax	01 42 09 55 99 / 01 40 35 51 79
Mail / Site Internet	sleepin.paris18@groupe-sos.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Centre de Soins Spécialisés en Toxicomanies
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge / RdR
Effectifs	20 ETP
Bénéficiaires	Personnes ayant des difficultés liées à l'usage de substances psycho-actives
Présentation	<p>Depuis 1994, le Sleep In offre un hébergement d'urgence et une grande palette de prestations telles que consultations médicales, paramédicales, sociales et juridiques destinées à un public d'usagers de drogues, actifs ou non, majeurs et en grande précarité sociale.</p> <p>Cette structure fait partie du groupe SOS-DI et bénéficie d'un large réseau de partenaires.</p>
Activités	<p>Ce CSST propose :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des prestations d'hébergement d'urgence (capacité de 30 places),• Un suivi médical, social et juridique assuré par les intervenants de la consultation pluridisciplinaire,• Une consultation médicale avec la possibilité pour l'utilisateur d'être inclus dans un protocole de traitements de substitution.
Projets	

* Fiche validée par la structure

Tabac Info Service *

Coordonnées

Responsable / Service	Docteur Patrick Dupont
Adresse	Maison du Poumon, 66 boulevard Saint Michel, 75006 Paris
Tel / Fax	01 43 25 19 65
Mail / Site Internet	

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Service de téléphonie social, anonyme et gratuit
Statut Juridique	
Champs d'actions	Prévention / Prise en charge
Effectifs	40 salariés et 150 membres
Bénéficiaires	
Présentation	<p>TIS a été créé en 1998. TIS est une ligne du Ministère de la Santé et de l'INPES pour laquelle l'OFT est prestataire de service. L'objectif était d'apporter un complément d'informations à la suite des campagnes anti-tabac. Depuis 2001, des tabacologues répondent aux appelants.</p> <p>La ligne reçoit 55 000 appels par an.</p>
Activités	Dans le cadre d'une ligne téléphonique, les tabacologues conseillent, apportent des recommandations et orientent les appelants vers des structures de prise en charge.
Projets	

* Fiche validée par la structure

Techno Plus*

Coordonnées

Responsable / Service	Fabrice Perez
Adresse	33, rue Stephenson, 75018 Paris
Tel / Fax	06 03 82 97 19
Mail / Site Internet	tplus@technoplus.org / www.technoplus.org

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Santé communautaire
Statut Juridique	Association loi 1901
Champs d'actions	RdR
Effectifs	20 bénévoles
Bénéficiaires	Personnes faisant usage de produits psycho-actifs dans le milieu festif techno.
Présentation	Créée en 1995, Techno Plus regroupe aujourd'hui 20 personnes, toutes bénévoles et issues du milieu festif.
Activités	La structure propose : <ul style="list-style-type: none">• Des interventions dans les soirées, Free Party,• Des informations sur les conduites à risques,• La diffusion de flyers,• La diffusion de matériel stérile.
Projets	Poursuivre les activités avec la Fédération des associations intervenant dans le milieu festif, Poursuivre le « Programme de prévention en milieu festif ».

* Fiche validée par la structure

Total*

Coordonnées

Responsable / Service	Christophe de Blighnières, Management Sécurité Groupe
Adresse	2, place de la Coupole La Défense 6, 92078 Paris La Défense Cedex
Tel / Fax	01 47 44 47 79
Mail / Site Internet	www.total.com

Description de la structure

Catégorie d'établissement	Groupe industriel pétrolier
Statut Juridique	Entreprise SA
Champs d'actions	
Effectifs	48500 salariés en France
Bénéficiaires	Salariés de l'entreprise et entreprises intervenantes, population au voisinage des sites.
Présentation	<p>Quatrième Groupe pétrolier et gazier mondial, Total exerce ses activités dans plus de 130 pays, et compte plus de 113 000 collaborateurs.</p> <p>Total aborde la prévention de l'alcool, des drogues et des médicaments dans le cadre de la problématique sécurité (risques d'accidents au travail y compris ceux liés au transport). Cette approche est plus large que le seul enjeu santé qui fait toutefois partie intrinsèque de cette politique, notamment les problèmes liés à la dépendance de l'alcool</p>
Activités	<p>La structure propose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• La définition d'un référentiel Hygiène Santé qui précise les principes de base en matière de santé au travail (identification des dangers, évaluation, analyse et maîtrise des risques, suivi médical, etc.),• Un réseau de correspondants chargés de la prévention du risque routier, a été créé en 2005 afin de mettre en place les bonnes pratiques de conduite dans le Groupe,• Des campagnes de sensibilisation à destination du grand public sont régulièrement réalisées dans le réseau de distribution (stations service),• Un réseau de compétence assistant les entités à travers le monde dans une mise en place appropriée de la politique Groupe.

Projets

* Fiche validée par la structure